

↑ CAC 40 : 4349,72 pts -0,48%
 ↓ FTSE (6 686 / -0,06%)
 ↓ 1 = 1,3867\$ (-0,07%)
 ↑ BRENT (108,2\$ / +0,10%)
 ↑ OR (1 348,3\$ / +0,59%)

LA TRIBUNE

L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

PSA : trois milliards suffiront-ils ?

La prochaine augmentation de capital, qui représente à peine une année d'investissements, ne suffira pas à sauver le constructeur. Un tour de table supplémentaire risque de se révéler nécessaire... assez rapidement.

CHANGEMENT DE MODÈLE

La Chine passe au privé



Pékin va créer cinq banques privées en Chine, pour favoriser l'investissement à destination des PME. Et rééquilibrer le modèle de croissance...

TOURISME

Paris, toujours capitale du tourisme ?



Certes, Paris signe un record de fréquentation l'année dernière. Mais Londres n'a pas dit son dernier mot...

IMMOBILIER

Les Français tournent le dos à l'achat



Seuls 5% des Français projettent d'acheter dans les 6 prochains mois. La mode est à l'attentisme...

ECONOMIE

Paris est-elle vraiment la première destination touristique mondiale ?

Les dirigeants de la capitale britannique espèrent toujours faire mieux que Paris avec une affluence prévue de 16 millions de touristes étrangers sur 2013 à Londres, contre les 15,5 millions record dans la Ville Lumière.

**Immobilier : seuls 5% des Français projettent d'acheter dans les 6 mois à venir****L'industrie française pénalisée par l'effet Fukushima sur l'approvisionnement en GNL****Pacte de responsabilité: le vote de confiance interviendra fin avril****C'est décidé, les retraites complémentaires du privé ne seront pas revalorisées le 1er avril****François Hollande se félicite de la réussite des emplois d'avenir****Un Français sur trois n'est pas parti en vacances ces deux dernières années****L'excédent commercial allemand diminue pour le deuxième mois d'affilée****Dublin étudie un échange de baisses d'impôts contre le gel des salaires****Chypre : le gouverneur de la banque centrale qui résistait au président démissionne****3,5 millions de dollars: ce qu'a rapporté un mois de vente de cannabis au Colorado****Menaces de sanctions, manœuvres militaires... la pression monte sur Moscou**

ENTREPRISES

PSA: une recapitalisation à trois milliards suffira-t-elle?

Les trois milliards de la prochaine augmentation de capital, qui verra l'arrivée de l'Etat et du chinois Dongfeng chez PSA, ne suffiront pas à sauver le constructeur. Ils représentent à peine une année d'investissements! Une augmentation de...

**Les 7 engagements de Martin Bouygues auprès de Montebourg**

La baisse des prix dans les télécoms est "irreversible" (Montebourg)

Le Boeing de Malaysia Airlines aurait continué à voler après sa disparition

Chanel accusé de "contrebande systématique" par la presse turque

Armement : les priorités du nouveau chef d'état-major des armées

Les armées recrutent de moins en moins

Boeing de Malaysia Airlines : scepticisme sur la piste de l'attentat

Boeing de Malaysia Airlines : la Chine déploie 10 satellites pour le retrouver

Très rentable, Audi vise de nouvelles ventes record en 2014

Les Dacia à bas prix, moteur de Renault en Europe

Salon de Genève: Peugeot 308 SW, Maserati

Année record pour les exportations de vins de la vallée du Rhône

Les salariés du Printemps obtiennent la suspension de sa cession aux Qataris

Achat de SFR: Numericable lance un ultimatum à Vivendi

BANQUES & FINANCES

La Chine veut créer cinq banques privées pour financer les PME

Pékin a annoncé la création de cinq banques à capitaux privés en Chine. Les autorités du pays cherchent ainsi à favoriser l'investissement à destination des PME privées, qu'elles souhaitent développer dans le cadre du...



Quand l'Ecureuil chausse les lunettes connectées de Google

Cette société de trading à haute fréquence n'a jamais connu les "jours sans"

UniCredit: 14 milliards d'euros de perte pour cause de créances douteuses

Bitcoin : déjà en faillite au Japon, MtGox dépose le bilan aux Etats-Unis

TERRITOIRES

"Le maire et les normes... ou comment briser les élans" (Gérard Larcher)

Gérard Larcher (UMP), sénateur des Yvelines et maire sortant de Rambouillet, livre le cinquième volet de son "journal de campagne" pour la Tribune.



Municipale à Marseille : suspense et rebondissements

Municipales: A Cannes, Bernard Brochand présente ses finances avant de partir

Condamné, Elie Brun maintient sa candidature à la mairie de Fréjus... et en paye le prix

Municipales à Toulouse : les 9 propositions du think tank "La Compagnie Riquet" pour la métropole

Municipales à Toulouse : Jean-Pierre Plancade présente son programme et assure n'avoir "rien à perdre"

Météo France se dote de deux supercalculateurs pour affiner ses prévisions

OPINIONS

Trois ans après Fukushima, peut-on se passer du nucléaire ?

La Tribune publie chaque jour des extraits issus de l'émission "28 minutes", diffusée sur Arte. Aujourd'hui, trois ans après Fukushima, peut-on se passer du nucléaire ?



TOURISME > Les dirigeants de la capitale britannique espèrent toujours faire mieux que Paris avec une affluence prévue de 16 millions de touristes étrangers sur 2013 à Londres, contre les 15,5 millions record dans la Ville Lumière.

latribune.fr

Paris est-elle vraiment la première destination touristique mondiale ?



Jusqu'ici tout va bien. Si on en croit le Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France, Paris est restée la première destination touristique mondiale en 2013 avec 32,3 millions d'arrivées de touristes dans les hôtels de la capitale.

Malgré le contexte économique difficile, *"2013 constitue ainsi l'une des années de référence en termes d'arrivées touristiques"*, estime le comité dans un communiqué.

Près de 15,5 millions de visiteurs sont venus de l'étranger, une hausse de 8,2% par rapport à 2012, *"un chiffre exceptionnel puisque le plus élevé depuis 10 ans"*.

La Chine devance le Japon

Dans le détail, ce sont les Britanniques qui ont été les plus nombreux, avec plus de 2,1 millions d'arrivées hôtelières dans la capitale l'an dernier. La clientèle chinoise est quant à elle devenue pour la première fois la clientèle asiatique la plus présente, avec 881.000 arrivées hôtelières (+52,6%), devant les Japonais.

Par nationalité, dans le top 5 des visiteurs de Paris/Ile-de-France en 2013 se retrouvent dans l'ordre: les Britanniques, les Américains, les Allemands, les Italiens et les Chinois.

Le comité note également une forte progression des arrivées hôtelières de touristes en provenance du Proche et du Moyen Orient (+20,7%). En revanche, la baisse des arrivées de la clientèle française, amorcée en 2012, s'est fait "*fortement ressentir*" (-7,5 %). Et pour cause, [seuls 41% des Français sont partis en vacances cette année](#).

L'ombre de Londres

Si l'industrie française peut se réjouir de ces chiffres, elle ne doit pas oublier que la capitale anglaise n'a pas encore publié les siens pour l'année 2013. Au vue des prévisions rapportées en janvier dans *Le Figaro*, [il se pourrait bien que Londres devienne première ville mondiale](#) en nombre de touristes étrangers.

Les projections du comité chargé de la promotion du tourisme en Angleterre faisait ainsi part de 16 millions de touristes étrangers pour 2013. L'article du quotidien appartenant à Serge Dassault avait toutefois pris de court les chargés de communication et titré "*Londres, première ville touristique mondiale*".

La polémique avait feu un temps avant de s'éteindre d'elle-même [lorsque plusieurs journaux ont expliqué l'origine prévisionnelle des chiffres](#). Toutefois si les estimations sont un tant soit peu proche de la réalité, Paris pourrait bien être battue. Réponse au printemps, quand la capitale britannique publiera officiellement ses statistiques annuelles.

IMMOBILIER > Les intentions d'achats dans l'immobilier sont moroses en ce début d'années 2014. L'attentisme est de rigueur.

Mathias Thépot

Immobilier : seuls 5% des Français projettent d'acheter dans les 6 mois à venir



La période actuelle est-elle propice à l'achat d'un bien immobilier ? Non jugent 55% des Français sondés par le baromètre Explorimmo / Ifop.

Ils ne sont qu'un peu plus d'un quart (27%) à avoir l'intention de réaliser un projet immobilier dans les deux ans à venir. Ces projets restent d'ailleurs hypothétiques puisque "*seulement 5% comptent le réaliser d'ici 6 mois*", indique le baromètre.

Le contexte économique, principal responsable de l'attentisme

Pour 72% des personnes sceptiques à l'achat immobilier, le contexte économique est le principal responsable de l'attentisme ambiant. Alors que 17% accusent les conditions d'emprunt et 11% l'insuffisance des mesures gouvernementales. "*En toute logique, on note donc pour l'instant une tendance à l'attentisme face aux élections municipales de fin mars*", note également Guillaume Teilhard de Chardin, directeur d'Explorimmo.

Les attentes des Français restent néanmoins fortes puisque "*plus de la moitié d'entre eux (54%) jugent prioritaire le sujet du logement à l'occasion de leur vote lors des élections municipales à venir*", constate le baromètre.

Le logement idéal : une maison ancienne dans une ville moyenne

L'enquête Explorimmo / Ifop permet en outre de dégager le profil type du logement idéal voulu dans le contexte actuel. D'abord il se situe loin de la Capitale. En effet 76% des Français ayant pour projet immobilier d'acheter un bien souhaitent le faire en province.

Sans surprise, l'achat en région est davantage souhaité par les personnes aux faibles revenus, inactives ou potentiellement inactives.

Ensuite, cette tendance s'accompagne d'un souhait de vivre dans des zones à faible densité : "70% (des Français interrogés nldr) aimeraient vivre dans des communes de taille moyenne ou petite, voire dans un bourg de campagne ou dans une maison isolée", indique Explorimmo.

Enfin, les intentions d'achat soulignent une préférence "pour les maisons anciennes, citées par 25% de personnes interrogés", ajoute le baromètre.

Un budget moyen de 210.000 euros

En matière de budget, les Français consacrent en moyenne à 210 638 euros pour un achat, selon Explorimmo. La plateforme immobilière constate une légère diminution par rapport à septembre 2013 ; période à laquelle le budget moyen pour un achat immobilier était de 217 934 euros. Mais cette baisse touche essentiellement les "*achats de maisons anciennes, d'appartements neufs et, tendanciellement, plutôt les achats en Ile-de-France*", indique Explorimmo.

L'apport personnel moyen s'élève quant à lui à 91 944 euros, soit 37% en proportion du budget global.

ENERGIE > Décidé après la catastrophe de Fukushima en 2011, l'arrêt des centrales nucléaires de l'Archipel a des conséquences sur l'industrie tricolore, en particulier chimique, qui voit son approvisionnement en gaz naturel liquide (GNL) se réduire et le prix augmenter. Le Sud de la France est particulièrement touché.

Fabien Piliu

L'industrie française pénalisée par l'effet Fukushima sur l'approvisionnement en GNL



Il y a trois ans, jour pour jour, la centrale nucléaire de [Fukushima](#), située dans la partie orientale d'Honshû, la plus grande île de l'archipel nippon, était frappée de plein fouet par un tsunami provoqué par le plus violent tremblement de terre connu dans l'histoire du Japon.

Dans la foulée de cet accident, classé au niveau 7, le niveau le plus élevé de l'échelle internationale des événements nucléaires (INES), faisant de Fukushima la deuxième plus grave catastrophe nucléaire de l'histoire après Tchernobyl, le gouvernement nippon a ordonné l'arrêt total de ses centrales nucléaires.

Les conséquences économiques de cette décision stratégique ne sont pas circonscrites à l'Archipel. En effet, en décidant de ne plus produire d'énergie nucléaire, qui couvrait 30% de ses besoins en électricité avant la catastrophe, le Japon doit trouver des énergies de substitution.

Les États-Unis se distinguent

Dérivé du gaz, le gaz naturel liquide (GNL) fait partie de ces ressources désormais indispensables à l'Archipel. Résultat, il absorbe de façon boulimique toutes les quantités de GNL disponibles sur le marché, entraînant une hausse mécanique des prix. Selon GRT Gaz, une filiale de GDF SUEZ et de la Société d'Infrastructures Gazières, le prix de l'électricité produite à partir du GNL oscillait entre 40 et 50 euros le mégawatheure (MWh) en Asie en 2013 quand il s'élevait à 28 euros en moyenne en Europe et à moins de 10 euros aux Etats-Unis grâce à la production de gaz de schiste locale en plein développement depuis 2009.

A cette hausse des prix, s'ajoutent des difficultés d'approvisionnement. *" L'Europe, et en particulier la France, n'est plus desservie correctement en GNL : 50 % de baisse depuis 2011 dans ses terminaux de Montoir et de Fos. La zone sud est donc aujourd'hui approvisionnée très majoritairement par le réseau venant du nord qui n'a pas été conçu pour et il est donc à présent congestionné en permanence "*, explique l'Union des industries chimiques (UIC).

Fortes tensions inflationnistes dans le sud de la France

" L'augmentation des exportations vers l'Espagne participe également à la congestion du réseau ", constate Philippe Prudhon, le directeur des affaires technique de l'UIC.

" Cette situation de rareté physique, parfaitement identifiée depuis deux ans, a pris une tournure dramatique depuis le dernier trimestre où les opérateurs sont venus disputer aux industriels consommateurs les rares capacités disponibles ", observe l'UIC, entraînant une surcharge de coût durable de 20 % pour les industries implantées dans le sud de la France.

Mise aux enchères et loi de la jungle

Pour résoudre ce problème d'approvisionnement et tenter d'apaiser les tensions inflationnistes, la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a décidé fin 2013 de mettre aux enchères de façon anticipée les capacités de transport nord-sud pour les quatre années à venir. Mais cette solution n'a pas eu les effets escomptés. La méthode des enchères donnant le pouvoir aux plus puissants, ou à défaut, à ceux qui n'ont pas d'autres solutions que de payer le prix fort, les enchères en cours depuis le début du mois contribuent, selon l'UIC, à une accélération de la distorsion nord-sud au lieu de la réduire.

" Les industriels voient, avec une préoccupation extrême, la situation se dégrader, inexorablement, puisqu'ils n'ont pas d'autre choix que de suivre les enchères pour essayer d'obtenir quelques droits de passage supplémentaires, au-delà des 50 % déjà acquis en ce qui concerne [les gazo-intensifs](#) », explique l'UIC, rappelant que l'industrie chimique tricolore est durement touchée par l'atonie de la demande européenne et souffre de son handicap de compétitivité concernant l'accès à l'énergie

face à la concurrence. En France, le prix du gaz, dont le GNL est un dérivé, est trois fois supérieur à celui observé aux États-Unis. « *Les variations du prix du gaz sont extrêmement importantes pour l'industrie chimique car le gaz est à la fois une ressource énergétique mais également une matière première* », explique Philippe Prudhon.

Dans ce contexte délicat, l'UIC tire la sonnette d'alarme et demande au gouvernement de prendre immédiatement les trois mesures qui ont émergé au fil de la concertation comme les seules structurelles possibles : la création au 1er octobre 2014 d'une zone tarifaire unique en France, la prise du décret d'application, avant le 1er juillet 2014, d'importation de GNL nécessaire pour quatre ans et le lancement immédiat des travaux des nouveaux gazoducs " Val de Saône " et " Gascogne-Midi " à réaliser selon une procédure de travaux accélérée d'ici fin 2018.

Le débat sur l'exploitation du gaz de schiste divise en France

Ces difficultés relanceront-elles le débat sur l'exploitation du gaz de schiste en France ? Au sein du gouvernement, Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif s'est plusieurs fois prononcé en faveur d'une reprise des recherches dans ce domaine, pour l'instant bloquées en vertu du principe de précaution. [Présidente de la Commission Innovation 2030](#), Anne Lauvergeon y est également favorable.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE > Le (nouveau?) gouvernement présentera le contenu du pacte de responsabilité fin avril devant le Parlement. Il engagera sa confiance. Le contenu du pacte, notamment le nouveau dispositif d'allègement des cotisations patronales, sera bouclé avant le 15 avril.

Jean-Christophe Chanut

Pacte de responsabilité: le vote de confiance interviendra fin avril



Le calendrier s'accélère pour le pacte de responsabilité annoncé le 31 décembre 2013 par François Hollande lors de ses vœux aux Français. C'est en effet à la fin avril que le gouvernement - l'actuel ou un nouveau? - engagera sa confiance sur le contenu de ce pacte, selon le souhait du président de la République.

Soucieux de promouvoir une politique "de l'offre", François Hollande s'est dit favorable à une baisse du coût du travail, via un nouvel allègement des cotisations patronales à hauteur de 30 milliards d'euros. Étant entendu que dans ces 30 milliards d'euros, il faut inclure les 20 milliards d'euros déjà prévus dans le cadre du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). Il reste donc en réalité 10 milliards d'euros à trouver. C'est tout l'objet des réflexions menées actuellement dans le cadre de différentes instances.

Progressivement, cependant, [les divers éléments du pacte se mettent en place](#). Ainsi, le 5 mars, le patronat et 3 syndicats se sont mis d'accord sur un texte fixant les "contreparties" attendues en termes d'emplois à un nouvel allègement des cotisations patronales. Un document d'ailleurs plus symbolique qu'autre chose tant son contenu s'avère absolument pas contraignant.

Par ailleurs, le Haut conseil pour le financement de la protection sociale doit remettre dans les prochains jours ses conclusions afin de trouver de nouvelles pistes de financement des prestations sociales dès lors que les entreprises seront moins mises à contribution. Etant entendu que François Hollande s'est engagé à ne pas faire davantage financer les ménages.

Vers un renforcement des "allègements Fillon"

A cet égard, quelle forme pourrait prendre le nouvel allègement de cotisations patronales? On sait que le [gouvernement réfléchit à un scénario de « barémisation » des cotisations patronales](#) qui deviendraient donc définitivement progressives - et non plus proportionnelles - en fonction du salaire. Si cette piste était suivie, elle obligerait à refondre totalement le dispositif « Fillon » d'allègements dégressifs des cotisations patronales sur les salaires compris entre 1 et 1,6 Smic. Ce dispositif, instauré en 2003, « coûte » actuellement à l'Etat - afin de compenser le manque à gagner à la Sécurité sociale - 22 milliards d'euros.

Selon la piste de travail actuellement la plus probable, la "barémisation" consisterait en fait à renforcer les "allègements Fillon" déjà existants. En d'autres termes, l'ensemble des cotisations patronales jusqu'à 1,6 Smic seraient encore abaissées. Un geste devrait également être fait pour les rémunérations supérieures à 1,6 Smic, via, peut-être un repositionnement et/ou un renforcement du CICE qui, lui, concerne les salaires jusqu'à 2,5 Smic.

Le pacte connu pour le 15 avril

D'autres éléments du pacte seront issues des conclusions prochaines des "Assises de la fiscalité des entreprises". Un certain nombre de taxes pesant sur les facteurs de production et peu efficaces seraient ainsi supprimées.

Enfin, d'importantes mesures de simplifications administratives entravant la vie des entreprises sont également attendues.

En tout état de cause, l'ensemble du pacte doit être bouclé pour le 15 avril au plus tard. C'est en effet à cette date que la France doit communiquer à Bruxelles ses nouvelles trajectoires d'évolution des finances publiques. Sachant, de surcroît, que la commission européenne exerce une "surveillance renforcée" sur la France! A cet égard, le gouvernement devra indiquer comment il compte réaliser 50 milliards d'euros d'économies dans les dépenses entre 2015 et 2017. Un sujet qui sera également examiné au Parlement fin avril et qui fera aussi l'objet du vote de confiance.

Il y a donc fort à parier que le remaniement gouvernemental attendu interviendra début avril. Afin que ce soit "l'équipe resserrée" attendue qui se présente devant les parlementaires.

RÉFORME DES RETRAITES > Les pensions Arrco et Agirc ne seront pas revalorisées au 1er avril. conséquence de la faible inflation... et d'un accord signé il y a un an par le patronat et les syndicats

Jean-Christophe Chanut

C'est décidé, les retraites complémentaires du privé ne seront pas revalorisées le 1er avril



Mauvaise nouvelle pour près de 12 millions de retraités. Les conseils d'administration des régimes complémentaires de retraite complémentaire Arrco (salariés du privé) et Agirc (cadres du privé), composés paritairement de représentants des organisations patronales et syndicales vont décider du gel au 1er avril de la revalorisation du point qui sert au calcul des pensions. Très exactement, le conseil d'administration de l'Arrco se réunit ce mardi 11 mars, alors que celui de l'Agirc se tiendra jeudi 13 mars. Mais la décision sera la même dans les deux cas. Historiquement, l'Agirc avait déjà décidé un gel du point dans les années 1993/1994, alors que cela ce n'était jamais produit à l'Arrco qui avait simplement utilisé la sous-indexation par rapport à l'inflation.

Plan d'économies sans précédent

En cause : la faiblesse de l'inflation conjuguée à un [compromis signé le 13 mars 2013](#) par les organisations patronales et syndicales (seuls les syndicats CFTC, CFDT et FO avaient signé) gestionnaires de l'Agirc-Arrco, qui s'étaient mis d'accord pour mettre sur pied un plan d'économies sans précédent afin de redresser les comptes des deux régimes. De fait, pour 2012, Agirc et Arrco enregistraient une "perte" de 3,8 milliards d'euros et, pour 2013, elle devrait encore se creuser à 4,5 milliards d'euros!.

L'accord de 2013 avait acté une sous indexation partielle en prévoyant que, pour les années 2014 et 2015, les pensions seraient revalorisées de 1 point de moins que l'inflation.

Pour 2014, le budget de la Sécu avait tablé sur une inflation de 1,3%. Normalement, donc, les pensions Agirc et Arrco auraient dû être revalorisées de 0,3% au 1er avril, en tenant compte de l'accord de 2013.

Une moindre inflation en 2013

Oui mais... problème. L'an passé, la revalorisation des pensions au 1er avril 2013 avait été calculée sur une prévision d'inflation à 1,75% alors que le taux effectif de l'inflation s'est finalement limité à... 0,74%. Les partenaires sociaux ont donc décidé d'un "rattrapage", comme ils le font chaque année. Théoriquement, il faudrait donc encore retirer 1,01 point à la revalorisation de 2014, ce qui aurait eu pour conséquence de baisser les pensions de... 0,71% (0,3 - 1,01) !

Ce qui aurait constitué une première en France - pas en Grèce!!! *"Dans ces conditions, heureusement que l'accord du 13 mars 2013 empêchait une baisse des pensions"*, précise le "Monsieur retraites" de FO, Philippe Pihet. En d'autres termes, le gel de la revalorisation est un moindre mal par rapport à la baisse qui aurait pu mécaniquement intervenir...

Rappelons, par ailleurs, que s'agissant, cette fois, des retraites de base de la "Sécu", la revalorisation n'interviendra que le 1er octobre et non plus le 1er avril (sauf pour les petites pensions). Conséquence de la loi Ayrault sur les retraites. Un décalage qui permet d'économiser 800 millions d'euros.

EMPLOI > François Hollande a souligné mardi que le gouvernement avait "réussi" à tenir son objectif de créer 100.000 emplois d'avenir en 2013, indiquant que désormais le gouvernement misait sur une mise en oeuvre rapide du pacte de responsabilité pour aller vers "une baisse durable du chômage".

latribune.fr

François Hollande se félicite de la réussite des emplois d'avenir

Pour François Hollande, les motifs de satisfaction ne sont pas légions. Alors mardi, le président de la République ne s'est pas privé d'insister sur la réussite du dispositif des emplois d'avenir, qu'il avait initié à son arrivée au pouvoir.

Devant un parterre d'une centaine de jeunes bénéficiaires de ces emplois qu'il avait conviés à l'Élysée, le chef de l'État a donné dans l'auto-satisfaction :

Est-ce qu'on a réussi sur le plan de l'objectif qui était le nôtre ? Oui, même si longtemps il y a eu des doutes sur la réalisation de cet objectif. A la fin de l'année 2013, il y a bien eu 100.000 emplois d'avenir qui ont été créés.

150.000 emplois d'avenir fin 2014

Pour la Dares, en charge des statistiques pour le ministère du Travail, 71.000 jeunes avaient été effectivement embauchés en emploi d'avenir fin 2013 (58.000 dans le secteur non marchand, 12.800 dans le secteur marchand). Il a rappelé que l'objectif initial du gouvernement était de faire en sorte qu'il y ait 150.000 emplois d'avenir fin 2014.

Le dispositif des emplois d'avenir, qui entendait, selon le programme de François Hollande, "faciliter l'insertion des jeunes dans l'emploi et l'action des associations, en priorité dans les quartiers populaires", participait des mesures prises par l'exécutif pour lutter contre le chômage.

Baisse du chômage des jeunes

Si celui-ci a, dans son ensemble, continué à augmenter en 2013 selon les chiffres de PôleEmploi - invalidant la promesse de François Hollande "*d'inverser la courbe du chômage*" -, le chômage des jeunes a en revanche décliné. Ce que le président de la République ne s'est pas privé de rappeler :

Est-ce que l'objectif a été atteint de faire diminuer le chômage des jeunes? Oui, puisque à la fin de l'année 2013, (celui-ci) est tombé -c'est encore trop haut- à 22% alors qu'il était à 25.

"Mais nous avons aussi conscience que quels que soient les dispositifs (emplois d'avenir, contrats de génération, emplois aidés, soutien à la formation professionnelle, développement de l'apprentissage), s'il n'y a pas de reprise de l'activité économique, s'il n'y pas de croissance, pas de confiance, il ne peut pas y avoir une baisse durable du chômage, pour les jeunes et l'ensemble de la population. C'est l'idée du pacte de responsabilité", a plaidé le président Hollande.

Pacte au parlement fin avril ?

Après sa signature par les partenaires sociaux, le pacte qui prévoit une baisse du coût du travail pour les entreprises contre des embauches *"va connaître de nouvelles étapes"*, a-t-il indiqué précisant que l'Etat fera *"connaître très rapidement les allègements du coût du travail"*.

L'entourage de François Hollande a précisé que le gouvernement espérait aboutir fin mars à des accords sur les contreparties en vue d'une présentation au Parlement fin avril. Le Président souhaite un accord "rapide", si possible avant le second tour des municipales le 30 mars, a-t-on souligné.

TOURISME > La peur de perdre son emploi et la baisse du pouvoir d'achat réduit l'envie de partir des Français qui sont de moins en moins nombreux à s'offrir des vacances. Toutes les catégories sociales sont touchées.

latribune.fr

Un Français sur trois n'est pas parti en vacances ces deux dernières années



Certains se demandent "s'ils viennent pour les vacances". D'autres ne se posent plus la question. Deux millions et demi de Français ont ainsi renoncé à s'offrir des vacances ou des courts séjours payants l'an dernier, révèle une étude du cabinet Protourisme. En 2013, seuls 41% des Français (29,5 millions d'adultes et enfants) sont partis, un taux en baisse de 4 points sur un an et le plus bas depuis 15 ans.

1 million de Français se sont privés de départ en vacances

Fruit de deux enquêtes menées en janvier auprès d'échantillons représentatifs de la population française, l'étude rapporte que depuis 2010, ce sont 3,5 millions de Français qui ont renoncé à partir en hébergement payant, même pour une seule nuit.

Plus d'un million de Français ont renoncé au cours de l'année 2013 à prendre les vacances qu'ils envisageaient en janvier 2013, souligne le directeur du cabinet, Didier Arino, cité dans un communiqué. Et un tiers des Français ne sont partis ni en 2012 ni en 2013.

Une baisse globale qui n'est pas liée au niveau de revenu

Parmi les classes moyennes et les plus modestes, des niveaux historiquement bas ont été atteints. Seuls 38% (-4 points par rapport à 2012) des foyers gagnant entre 1.500 et 2.500 euros net ont pu s'offrir un hébergement payant pour une escapade d'au moins une nuit en 2013. Et seulement 23% (-2 point) des foyers gagnant moins de 1.500 euros.

Les autres catégories de revenus sont également touchées par le recul. Parmi les foyers gagnant plus de 3.500 euros, le taux est de 75% (-2 point) contre 56% chez les foyers disposant d'entre 2.500 et 3.500 euros (-1 point).

Baisse de pouvoir d'achat des retraités

Didier Arino explique notamment ce recul par la baisse du pouvoir d'achat des retraités, "*moteur essentiel du tourisme*" depuis 10 ans.

Le chômage ou la peur du chômage est également un facteur important puisque 58% des employés de la fonction publique se sont offert au moins une nuit dans un établissement marchand contre seulement 41% des salariés du secteur privé.

INDICATEUR CONJONCTUREL > En recul de 6% par rapport à décembre, l'excédent commercial allemand atteint 17,2 milliards d'euros en janvier. Les exportations ont progressé moins vite que ses importations.

latribune.fr

L'excédent commercial allemand diminue pour le deuxième mois d'affilée



Est-ce un signe de reprise de la demande intérieure ? En janvier, l'Allemagne a vu ses importations gonfler de 4,1% par rapport à décembre, à 77,3 milliards d'euros, tandis que ses exportations n'ont progressé que de 2,2%, à 94,5 milliards d'euros, selon les données corrigées des variations saisonnières (CVS) publiées mardi par l'Office fédéral des statistiques Destatis.

Une tendance qui fait reculer l'excédent commercial de Berlin à 17,2 milliards d'euros, **contre 18,3 milliards en décembre** (chiffre révisé à la baisse) et 18,9 milliards en novembre.

Un chiffre en hausse, selon les données brutes...

Si les données corrigées, plus fiables, font foi chez les analystes, le débat public s'intéresse plus souvent aux données brutes. D'après celles-ci, l'excédent commercial a au contraire augmenté à 15 milliards d'euros en janvier, contre 13,9 milliards d'euros en décembre.

Avec ce mode de calcul, c'est la hausse de 2,9% des exportations, à 90,7 milliards d'euros, qui explique la progression de l'excédent, tandis que les importations se sont étoffées de 1,5%, à 75,7

milliards d'euros.

Ralentissement des échanges avec les pays hors UE

Dans le détail, en données brutes, les exportations allemandes vers les pays de la zone euro ont progressé en janvier de 3,2% sur un an. Elles se sont par ailleurs accrues de 9,1% vers les autres pays de l'Union européenne, et ont baissé de 0,4% dans le reste du monde.

Les importations ont, quant à elles, grimpé de 4% en provenance de la zone euro, et de 2,6% en provenance des autres pays de l'UE. Elles ont en revanche reculé de 1,9% en provenance du reste du monde.

L'excédent commercial du pays avait atteint [son niveau record en 2013 à 198,9 milliards d'euros](#), contre 189,8 milliards en 2012 (données brutes). Son précédent record datait de 2007 à 195,3 milliards d'euros, un niveau inégalé depuis 1950, date du début de calcul de la statistique.

IRLANDE > Le Premier ministre irlandais pourrait accorder une baisse de l'impôt sur le revenu moyennant un gel des salaires. Une proposition difficile à mettre en oeuvre.

Romarc Godin

Dublin étudie un échange de baisses d'impôts contre le gel des salaires



Le gouvernement irlandais pourrait proposer en octobre un marché aux syndicats. [Selon l'Irish Sunday Times de ce dimanche](#), le "taoiseach" (Premier ministre irlandais), Enda Kenny, pourrait accepter une baisse de la fiscalité sur le revenu moyennant un gel des salaires afin d'améliorer encore la compétitivité des entreprises et accélérer la décrue du chômage. Cette mesure serait néanmoins conditionnée à une accélération de la croissance au-delà des 2 % prévus pour cette année.

L'équation du gouvernement

Si, officiellement, l'Irlande est sortie du plan d'aide accordé en 2009 par l'Union européenne et le FMI et a opéré son retour sur les marchés, sa situation reste délicate. [Le niveau de la dette \(122,3 % du PIB fin 2013\) est un des plus élevés d'Europe et pèse sur un déficit des finances publiques encore très élevé \(7,2 % du PIB en 2013\)](#). Ceci contraint Dublin à maintenir une politique budgétaire très rigoureuse pour rassurer les marchés qui sont désormais sa seule source de financement extérieur, mais aussi à encourager toutes les mesures permettant aux entreprises irlandaises de gagner des parts de marché. Car la croissance du PIB, dont le principal moteur reste l'export, est un moyen de réduire le poids de la dette et du déficit.

Théorie et pratique

D'où la condition posée par le taoiseach et par son ministre des Finances Michael Noonan à ce « marché » qui, au final, devrait demeurer neutre pour l'Etat puisque le manque à gagner fiscal d'un allègement de l'impôt sur le revenu sera compensé par la hausse des revenus dus aux embauches et aux gains de compétitivité. Enfin, en théorie. En réalité, les vases ne sont jamais communicants et, déjà, des controverses s'ouvrent pour savoir quels types de baisse d'impôts appliquer. Le Labour, allié au Fine Gael d'Enda Kenny, se déchire déjà pour savoir sur quels types de revenus appliqués la baisse.

Comment faire ?

En Irlande, l'impôt sur le revenu peut se révéler assez lourd pour les classes modestes. Pour un individu vivant seul, un taux de 20 % est appliqué sur les 32.800 premiers euros de son revenu. Le reste est taxé à 41 %. Certains, comme l'éditorialiste du Sunday Times, réclament le relèvement progressif de ce niveau à 71.500. Au Labour, on préfère un crédit d'impôt pour les parents. Mais ceux qui bénéficieront de ces mesures ne seront pas forcément ceux qui devront accepter le gel de leurs salaires. Le Labour voudrait, d'ailleurs, que le gel des salaires soit lié aux résultats des entreprises, ce que refuse le Fine Gael. On le voit, le diable est dans les détails.

Maîtriser les salaires

Mais pour Enda Kenny, l'essentiel est ailleurs. Il s'agit avec cette proposition sous forme de slogan (« pay and tax ») de reprendre la main. D'abord, sur le plan des salaires. Le Fine Gael est inquiet concernant les négociations salariales. Compte tenu de la croissance, les syndicats vont être tentés de récupérer le temps perdu durant la crise pour les salariés. Jack O'Connor, le leader du Siptu, le syndicat unifié irlandais, a prévenu la semaine dernière qu'il préparait une campagne dans ce sens. Or, ce serait une catastrophe pour la stratégie économique de Dublin qui risquerait de voir la compétitivité du pays stagner alors que le choix d'une sortie sans filet de l'aide européenne a besoin d'une croissance soutenue des exportations. Il faut donc arracher une modération salariale à tout prix.

Le Sinn Fein au plus haut

L'autre défi est politique, et il est encore plus délicat. L'Irlande n'est pas sortie indemne de la crise sur le plan social. Si le chômage baisse ([il est passé en un an de 13,8 % à 11,9 % de la population active](#)), on est encore loin du plein emploi des années 2000 et les salaires proposés aux demandeurs d'emplois sont souvent plus faibles qu'auparavant. Sans compter le mécontentement lié au désengagement de l'Etat. Enda Kenny doit donc faire face à la montée du Sinn Fein, parti nationaliste de gauche, très anti-austérité, qui, [lors du dernier sondage publiée par l'Irish](#)

[Independent le 1er mars](#), était donné avec 22 % des intentions de vote, soit six points de plus en un mois. Le parti du taoiseach, le Fine Gael est encore devant à 27 %, mais perd trois points. Aux élections de 2011, il avait glané 36 % des voix. Son allié, le Labour n'est plus qu'à 8 % des intentions de vote (4 points de moins qu'en février, 11 points de moins qu'en 2011). Même le rival du Fine Gael, le Fianna Fail, autre parti conservateur au pouvoir jusqu'en 2011, fait grise mine à 21%, 5 points de moins qu'en février.

Rejet de la classe politique

Autrement dit, toute la classe politique irlandaise classique semble faire l'objet d'un rejet. Et les nombreux scandales politico-financiers qui frappent le gouvernement depuis quelques semaines ne risquent pas d'améliorer la situation. Enda Kenny, en évoquant des baisses d'impôts, espère pouvoir redresser la barre. Mais la difficulté de transcrire cette idée dans la réalité pourrait la rendre politiquement et socialement peu efficace.

CRISE DE LA ZONE EURO > Le gouverneur de la banque centrale chypriote a démissionné lundi. Un succès de plus pour le président pro-austérité et les Européens. Un coup de canif, en revanche, dans le principe de l'indépendance des banques centrales en zone euro.

Romarc Godin

Chypre : le gouverneur de la banque centrale qui résistait au président démissionne



Après un an de guerre de tranchées avec le président Nikos Anastasiadis, [le gouverneur de la Banque centrale de Chypre \(CBC\), Panikos Dimitriadis, a annoncé lundi sa démission](#). Nommé par l'ancien président, le communiste Dimitris Christofias, en mai 2012, ce dernier était immédiatement devenu la bête noire de la nouvelle administration arrivée au pouvoir en mars 2013, en plein milieu de la tempête financière qui a porté le pays dans les bras de la troïka.

Un gouverneur accusé de jouer pour son camp politique

En juillet dernier, [Nikos Anastasiadis s'était à peine caché de chercher la démission du gouverneur de la CBC](#), s'attirant les foudres de la BCE. Il s'était, depuis, montré plus prudent dans ses commentaires, mais la rancœur demeurait. Le nouveau président accusait Panikos Dimitriadis d'avoir maintenu artificiellement en vie la deuxième banque du pays, la Laiki Bank, aujourd'hui liquidée, jusqu'au moment des élections législatives de mars 2013 pour éviter de faire porter le chapeau des mesures de rigueur au gouvernement de gauche.

En un an, la Laïki Bank a en effet bénéficié de 9,5 milliards d'euros d'aide à la liquidité d'urgence

(ELA), un programme de la BCE, censé permettre à une banque de survivre à une crise de liquidité, mais pas à une crise de solvabilité.

Une affaire de commissions étrangement calculées

Depuis, une nouvelle affaire, qui avait éclaté en octobre, avait éclaboussé le gouverneur de la CBC. La presse chypriote avait ainsi révélé qu'un cabinet de conseil avait obtenu de la banque centrale une rémunération proportionnelle à l'ampleur du besoin de recapitalisation des banques chypriotes. Autrement dit, ce cabinet avait plutôt intérêt à faire grossir la facture pour l'Etat. Panikos Dimitriadis avait nié avoir eu connaissance de ce contrat et, [selon le Cyprus Mail](#), la justice ne semble pas vouloir l'inquiéter dans ce dossier. Mais son image en avait pris un sérieux coup.

Pourquoi maintenant ?

Reste que l'on doit s'interroger sur le moment de cette démission. Jusqu'ici, le gouverneur avait pu compter dans son duel avec le président, sur le soutien de la BCE, soucieuse de prouver son indépendance face au pouvoir politique. Mais Panikos Dimitriadis n'est pas réellement non plus en odeur de sainteté à Francfort, surtout depuis qu'Angela Merkel a repris en main le directoire de la BCE. Comment l'institution dirigée par Mario Draghi pouvait-elle longtemps soutenir un banquier central des plus « colombes », [qui avait même osé réclamer que la croissance soit une priorité pour la BCE](#), nommé par un président communiste et peu enthousiasmé par le programme imposé à Chypre par la troïka ?

Rejet de la loi de privatisations

Les événements des deux dernières semaines ont sans doute précipité la chute de Panikos Dimitriadis qui n'a guère donné de raisons convaincantes à sa démission. Le 26 février, le président chypriote a perdu sa majorité parlementaire avec le départ du parti centriste Diko de la coalition. [Le soir même, sur fond de violentes manifestations, le parlement rejetait la loi de privatisations](#) de plusieurs entreprises publiques exigée par l'Eurogroupe comme une condition au versement de la prochaine tranche de l'aide.

Reprise en main du président

Mais le président Anastasiadis qui ne manque jamais une occasion de rappeler qu'il est un « proche » d'Angela Merkel, a utilisé cette épreuve de force pour prouver sa détermination à accepter les termes de la troïka, quelles que soient les protestations de la rue. Après avoir menacé Chypre des foudres de l'enfer, [il a obtenu le 4 mars, un vote favorable de la chambre](#). En passant, il a décrédibilisé le leader du Diko qui avait décidé de la sortie de la coalition. Ce mardi, les quatre ministres Diko ont ainsi annoncé qu'ils ne démissionneraient pas, comme leur demandait leur parti. La majorité pro-austérité est sauvée.

Récompense ?

Nikos Anastasiadis et son ministre des Finances, le fringant et très « anglo-saxon » Harris Georgiadis, ont donc passé leur brevet de résistance à la rue et aux intrigues politiques avec succès. Ils ont obtenu le feu vert de l'Eurogroupe pour le versement de la quatrième tranche de l'aide (150 millions d'euros. Mais sans doute cela méritait bien une petite récompense supplémentaire. Comme le départ de Panikos Dimitriadis, par exemple.

Une démission qui sera plutôt bien vue en Europe, particulièrement à Berlin. D'autant que le remplaçant de Panikos Dimitriadis, qui pourrait être la présidente de la cour des comptes locale, Christalia Georgadji, devrait encore renforcer le camp des « faucons » au sein du conseil des gouverneurs de la BCE. [Un mouvement qui tend donc à se renforcer et dont on voit déjà les effets sur la politique monétaire de l'institution de Francfort.](#)

Erreur de banquiers centraux

La figure de Panikos Dimitriadis était certes controversée. Mais ses erreurs ne sont pas isolées. Le relèvement du taux directeur en juillet 2008, juste avant la crise de Lehman, n'a pas discrédité Jean-Claude Trichet. Mario Draghi a, rappelons-le, travaillé chez Goldman Sachs quand cette banque « maquillait » les comptes grecs et le vice-président actuel de la BCE, le portugais Vitor Constancio, était sur le grill médiatique pour sa mauvaise supervision bancaire avant que sa nomination ne mette fin à toutes les interrogations. Enfin, la Bundesbank elle-même n'est pas à l'abri des critiques dans son travail de régulation d'un secteur bancaire allemand qui connaît aussi des défaillances (Landesbanken, Deutsche Bank, etc.). Mais les démissions après ces erreurs sont rares.

Nature de l'indépendance

Cette « démission » d'un gouverneur prouve bien que l'indépendance des banques centrales dans la zone euro, quoique garantie par les traités, est toujours soumise à certaines réalités de terrain et de certains rapports de force. Un gouvernement pro-austérité aura bien plus de facilités à se débarrasser d'un banquier central « indépendant » que l'inverse. Les formes dans lesquelles la démission de Panikos Dimitriadis a été emballée ont bien de la peine à dissimuler cette vérité.

LE CHIFFRE DU JOUR > La vente de cannabis a représenté 14 millions de dollars de chiffre d'affaires pour le seul mois de janvier au Colorado. L'Etat de Washington devrait suivre l'exemple d'ici la fin de l'année.

latribune.fr

3,5 millions de dollars: ce qu'a rapporté un mois de vente de cannabis au Colorado



Voilà de quoi légitimer l'expression "d'or vert". La vente de cannabis à des fins récréatives, autorisée au Colorado depuis le début de l'année, a permis de faire entrer 2,1 millions de dollars d'impôts dans les caisses de l'Etat américain au cours du mois de janvier, montrent des statistiques officielles publiées lundi.

Des recettes fiscales qui *"correspondent bien à nos attentes"*, a indiqué Barbara Brohl, patronne du département des recettes fiscales du Colorado. Elles s'ajoutent à 1,4 millions de dollars de taxes liées à la vente de cannabis à visée médicale.

59 points de vente déclarés

En 2012, le Colorado et l'Etat de Washington étaient devenus, à la suite de référendums, les premiers États américains à légaliser la consommation de cannabis à des fins récréatives.

Dans le Colorado, les premiers débits de marijuana ont ouvert leurs portes le 1er janvier. Au bout d'un mois seulement, ils étaient 59 détaillants à déclarer des recettes liées à la vente du produit

nouvellement légal, et affichaient un chiffre d'affaires lié d'environ 14 millions de dollars.

Les consommateurs de l'Etat de Washington devraient à leur tour pouvoir librement en acheter d'ici la fin de l'année.

CRISE UKRAINIENNE > Laurent Fabius, le chef de la diplomatie française, confirme ce mardi la préparation en Europe et aux Etats-Unis de sanctions à l'encontre de la Russie. Retrouvez également un résumé des derniers événements en Ukraine et de ceux qui sont attendus ce 11 mars.

latribune.fr

Menaces de sanctions, manœuvres militaires... la pression monte sur Moscou



L'UE passera-t-elle à l'offensive ? Comment les Etats-Unis vont-ils gérer la crise? Vladimir Poutine fera-t-il machine arrière? Ce mardi bien des questions restent en suspens concernant la crise ukrainienne. *La Tribune* résume les principaux événements et enjeux de la journée.

- **Des sanctions européennes?**

Laurent Fabius, le ministre français des Affaires étrangères, a affirmé ce mardi sur France inter que si Moscou ne répond pas aux propositions occidentales, des sanctions seraient prises contre la Russie. Il a précisé:

"Nous leur avons envoyé une proposition pour cette désescalade, s'ils répondent positivement, John Kerry ira à Moscou et à ce moment-là, les sanctions ne sont pas immédiates."

Des sources diplomatique ont confié une information du même ordre à l'agence Reuters et au *Financial Times* d'autre part. [D'après le quotidien financier](#), des responsables européens et

américains doivent se rencontrer ce mardi à Londres pour décider d'une liste de sanctions qu'ils pourraient imposer à la Russie. Elles seraient mises en place si Moscou n'établit pas de relation diplomatique avec le gouvernement intérimaire à Kiev, et si le pays ratifie le vote du parlement de Crimée qui doit décider le 16 mars d'un rattachement à la Russie. Ce vote est considéré comme illégal par les nouvelles autorités à Kiev. Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius l'a d'ailleurs qualifié d'illégitime ce mardi, affirmant que "*le seul vote légitime, c'est le vote du 25 mai pour le président de la république en Ukraine*".

De son côté, un responsable européen a évoqué cette série de sanctions auprès de l'agence Reuters. Il s'agirait de refus de visas, des gels d'actifs et l'annulation du sommet entre l'Union européenne et la Russie. Ces sanctions pourraient être discutées les 20 et 21 mars, donc après le vote du parlement de Crimée.

Par ailleurs, le volet politique du traité douanier avec l'Union européenne serait en passe d'être signé par Kiev. La levée de certaines barrières douanières permettrait au pays d'économiser 487 millions d'euros par an. C'est le rejet de ce traité par Viktor Ianoukovitch en novembre qui avait jeté de l'huile sur le feu et poussé ses opposants dans la rue.

● **Tensions entre Moscou et Washington**

Or rien ne permet d'indiquer que la Russie accepte de lâcher du lest. Au petit matin heure française, Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, a fait savoir que la Russie allait présenter "*ses propres propositions*" aux Occidentaux pour "*ramener la situation dans le cadre du droit international*", selon des propos rapportés par l'AFP.

De son côté, le *Financial Times* rapporte que Sergueï Lavrov blâme son homologue John Kerry qui aurait annulé un voyage à Moscou. En revanche, un rendez-vous est prévu mercredi entre le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk et le président Obama aux Etats-Unis.

● **Exercices militaires**

Avant cela, et dans ce contexte particulièrement tendu, des exercices militaires américains sont prévus ce mardi, notamment des manœuvres de F-16 au-dessus de la Pologne, à la demande de Varsovie. D'autres Etats de l'Otan devraient également lancer des exercices. L'organisation a annoncé l'envoi d'avions-radars Awacs pour des missions de reconnaissance au-dessus de la Pologne et de la Roumanie.

● **Cameron : "la crise en Crimée est un test pour l'Europe"**

De son côté, le Premier ministre britannique, David Cameron, a accordé un entretien au quotidien allemand Bild publié ce mardi. Il y déclare notamment:

"La crise en Crimée est certainement un test pour l'Europe. Oui, nous sommes du côté du peuple

ukrainien et de leur droit à décider de leur avenir. Et non, nous n'acceptons pas que la Russie bafoue la souveraineté de l'Ukraine et la piétine. Nous sommes unis, ensemble, pour les droits de l'Ukraine ! Et nous allons imposer de dures sanctions si Moscou ne change pas de cap."

Dimanche, le [Premier ministre britannique et son homologue allemande se sont entretenus par téléphone avec Vladimir Poutine](#). Lequel a convenu de la nécessité de "[désamorcer les tensions](#)" tout en rappelant qu'il ne partageait pas le point de vue des Occidentaux sur la situation en Ukraine.

- **La Banque mondiale promet 3 milliards à l'Ukraine**

L'organisme international compte prêter jusqu'à 3 milliards de dollars à l'Ukraine, dont deux consacrés à des projets déjà en cours dans le pays. Le surplus sera dédié aux réformes prévues par le nouveau gouvernement. Lors de sa nomination, le Premier ministre par intérim Arseni Iatseniouk a préparé les Ukrainiens à ce qui les attendait, indiquant qu'il faudrait au nouveau gouvernement mettre en place des mesures "*extraordinairement impopulaires*" pour redresser les comptes du pays.

>> [Ukraine: Arseni Iatseniouk dirigera un "gouvernement de kamikazes"](#)

- **Le gaz dans la balance**

Parallèlement, Bruxelles aurait repoussé sa décision sur l'utilisation du pipeline Opal, qui doit permettre d'acheminer du gaz russe par la mer Baltique, et donc en contournant l'Ukraine. L'entreprise publique russe Gazprom a annoncé une semaine plus tôt qu'il pourrait couper le robinet de gaz à l'Ukraine, officiellement pour des raisons d'impayés et après avoir supprimé des rabais accordés en décembre.

- **Nouvelle conférence de Ianoukovitch**

Enfin, à Rostov-sur-le-Don, en Russie, le président déchu Viktor Ianoukovitch a prévu de s'adresser une nouvelle fois au public ce mardi.

AUTOMOBILE > Les trois milliards de la prochaine augmentation de capital, qui verra l'arrivée de l'Etat et du chinois Dongfeng chez PSA, ne suffiront pas à sauver le constructeur. Ils représentent à peine une année d'investissements! Une augmentation de capital supplémentaire risque de se révéler... nécessaire assez rapidement..

Alain-Gabriel Verdevoye

PSA: une recapitalisation à trois milliards suffira-t-elle?



Trois milliards d'euros sauveront-ils **PSA**? Bof. "Ca donne deux ans de répit à PSA. Pas plus", souligne un fin connaisseur du groupe. Après l'annonce à la mi-février 2014 d'une prochaine augmentation de capital de trois milliards d'euros, avec l'entrée de l'Etat et du groupe chinois **Dongfeng** au capital du constructeur tricolore, hommes politiques, médias et dirigeants de PSA ont crié victoire: la firme était sauvée...

Moins que le montant des investissements

Hélas, trois milliards, ce n'est pas grand chose dans l'automobile! "C'est moins que le montant des investissements du groupe sur la seule année 2011. Et c'est un milliard de moins que sa dette au 31 décembre dernier", note un expert! "Le nouveau patron de PSA, Carlos Tavares, sait qu'il a juste deux ans pour rendre en fait PSA plus présentable, quand se posera le problème d'une... augmentation de capital supplémentaire", souligne un proche du dossier, qui ajoute: "la question d'une augmentation de capital supplémentaire risque de se poser début 2016". PSA n'est pas

encore tiré d'affaire, loin de là, malgré cette bouffée d'oxygène.

A moins que PSA ne vende sa filiale équipementière [Faurecia](#), ce qui lui donnerait un répit ! Le fabricant de composants automobiles représente en effet potentiellement " 1,8 milliard d'euros de cash au cours actuel de l'action pour PSA. A un moment ou un autre, PSA aura besoin d'argent" , nous affirmait en janvier dernier Yann Delabrière, PDG de Faurecia, contrôlé par le constructeur automobile tricolore. Il a été demandé à une banque conseil de se pencher sur le scénario d'une cession des titres de PSA dans l' [équipementier](#) , soit sur le marché soit à un fonds de capital-investissement ou à industriel du secteur, selon l'agence *Reuters* [PSA](#) affirme toutefois officiellement que la cession de Faurecia "n'est pas sur la feuille de route du groupe".

Assurer à court terme la continuité

[L'augmentation de capital annoncée cette année de trois milliards d'euros, qui fera entrer l'Etat et Dongfeng à hauteur de 14% chacun dans PSA, "permet d'assurer la continuité des investissements dans la société. Mais il faut que l'entreprise fasse des profits minima. Sinon, il faudrait vite une nouvelle augmentation de capital avec des conséquences graves pour l'entreprise"](#), nous assurait d'ailleurs Carlos Tavares la semaine dernière au salon de Genève.

Profits minima? Certes, mais PSA risque de ne pas retrouver l'équilibre financier dans l'immédiat. Philippe Varin, le président sortant du groupe, s'était borné à pronostiquer en février dernier un " *cash flow (flux de trésorerie) positif en 2016 au plus tard*". PSA a affiché l'an dernier un résultat opérationnel négatif de 1,35 milliards d'euros et un déficit net de 2,32 milliards.

Les mesures prévues comme le transfert de la production des petites voitures (généralistes) dans des usines hors de France pour réduire les coûts ne sont pas pour tout de suite. Il faudra attendre les remplaçantes des Citroën C3 ou Peugeot 208. Et PSA s'est interdit, dans les négociations avec les partenaires sociaux, toute fermeture de site en France d'ici à 2016. Comme les marchés européens ne vont pas redémarrer de sitôt - PSA table sur une " *croissance zéro plus quelque chose cette année*"-, le groupe n'a pas beaucoup de leviers à court terme devant lui pour restaurer sa rentabilité.

Face au rouleau compresseur des concurrents

[PSA](#) manque de liquidités. Il a d'ailleurs réduit ses investissements l'an dernier à 2,4 milliards d'euros, à travers l'arrêt de projets prévus initialement. Il n'en reste pas moins que ces dépenses sont incompressibles et représentent un plancher pour continuer à sortir des nouveaux modèles, moderniser l'outil de production, et donc assurer l'avenir. Face au rouleau compresseur des concurrents.

[Volkswagen](#) a en effet annoncé en novembre dernier 84,2 milliards d'euros investissement sur

cinq ans, soit 17 milliards par an ! [Audi](#), filiale haut de gamme de Volkswagen qui produit deux fois moins de véhicules que PSA, prévoit de dépenser à elle seule 4,5 milliards d'euros par an. Soit presque le double de PSA l'an passé. [Toyota](#) investit pour sa part environ 14 milliards d'euros par an, moitié en recherche et développement, moitié en dépenses industrielles.

Certes, les investissements sont en rapport avec le chiffre d'affaires. Mais, plus on investit, plus on crée des produits, des technologies, des usines capables de produire des véhicules... Si on ne se maintient pas au moins au niveau des concurrents, c'est le début d'un processus rapide d'obsolescence des véhicules. Et, chez PSA, tout le monde le sait.

Problème: l'Etat accepterait-il de remettre au pot une deuxième fois? D'autres investisseurs seront-ils prêts à injecter de nouveaux fonds? Quels sont les projets à long terme de Dongfeng, qui à terme pourrait rafler la mise et prendre le contrôle du constructeur français? Rude gageure en tous cas que cette course contre la montre de Carlos Tavares...

>>> [VIDEO \[Salon de l'auto à Genève\] Edition du 9 mars](#)

X

DOCUMENT > Dans une lettre adressée au ministre du Redressement productif, le PDG du groupe de BTP promet formellement d'investir dans la fibre 400 millions d'euros par an et de rapatrier des centres d'appels en France notamment.

Delphine Cuny

Les 7 engagements de Martin Bouygues auprès de Montebourg



La lettre aurait pu commencer par un « moi, premier actionnaire de Bouygues Telecom-SFR je m'engage », sur le mode de l'anaphore du candidat à la présidentielle François Hollande. Martin Bouygues a voulu formaliser par écrit, de manière solennelle, des engagements, au nombre de sept, en cas de succès de son offre de rachat de SFR à Vivendi, énoncés dans un courrier à Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, qui en a livré quelques paragraphes ce mardi matin lors d'une interview sur RTL. Voici la liste complète des engagements pris par le patron du groupe de BTP, qui ne diminue pas d'intensité sa campagne pour emporter SFR face à son rival Altice-Numericable.

Investissement

« Nous nous engageons à investir 2 milliards d'euros par an sur les réseaux fixes et mobiles, en particulier dans le domaine de la fibre optique 400 millions d'euros par an. »

Actuellement, Bouygues Telecom investit entre 700 et 750 millions d'euros dans les réseaux, hors

achat de fréquences, dont un peu moins de 100 millions dans la fibre. De son côté, SFR investit environ 1,6 milliard d'euros chaque année dans ses réseaux, dont 150 millions par an dans la fibre optique, où il se revendique " *le seul opérateur alternatif investissant massivement dans le FTTH (Fiber to the home, fibre jusqu'à l'abonné)*", titre que Free veut s'arroger.

Startups

« *Nous nous engageons à augmenter les capacités d'investissement de notre incubateur de façon à amplifier le soutien que nous offrons déjà à de nombreuses start-up du numérique* »

Créé en 2009, Bouygues Telecom Initiatives a réalisé 9 investissements et incubé une vingtaine de startups dont Recommerce (reprise et vente de mobiles d'occasion), Ijenko (solution de maîtrise de la consommation d'énergie des foyers), Melty (sites d'actu dédiés aux 18-30 ans) et Visibrain (veille et analyse de Twitter). De son côté, SFR n'a pas d'incubateur mais un fond d'investissement baptisé **SFR Développement** qui a des participations dans une douzaine de startups, dont Ifeelgoods et Nomotech.

Emploi

« *Nous nous engageons à ne procéder à aucun licenciement collectif, plan social, plan de départs volontaires dans le cadre de cette fusion* »

Initialement, Martin Bouygues s'était engagé sur « *zéro départ contraint* », ce qui laissait la porte ouverte à des plans de départs volontaires. Bouygues Telecom et SFR emploient tous les deux 9.000 personnes. Ils ont tous deux mis en oeuvre des plans de départs volontaires en 2012, portant sur 550 postes chez Bouygues et présenté comme « *le premier de l'histoire du groupe Bouygues* », et sur 850 départs nets chez SFR.

Centres d'appels

« *Nous nous engageons à rapatrier plusieurs centres d'appels en France* »

Le groupe ne s'engage pas sur un chiffre précis d'autant que Bouygues Telecom compte six centres d'appels internalisés, tous en France, employant 2.500 personnes. Mais il a également recours à des sous-traitants, comme Webhelp et Teleperformance, dont les call centers sont situés à l'étranger, au Maroc, au Portugal ou à Madagascar, pour B&You par exemple : environ 2.500 personnes travailleraient pour l'opérateur. SFR a davantage externalisé, notamment chez Teleperformance, essentiellement en France, mais l'opérateur possède plusieurs centres d'appels

en interne, à Massy, Aix-en-Provence, Nantes et Bordeaux, où il emploie environ un millier de personnes.

Cotation à Paris

« *Nous nous engageons à coter le nouvel ensemble à la Bourse de Paris.* »

Le groupe Bouygues est coté à Paris, tout comme Vivendi et SFR devait également être introduit en Bourse par une scission en juin à la Bourse de Paris. Toutefois, le groupe Numericable est également coté à Paris et doit le rester dans le cas d'un rachat de SFR, a promis sa maison-mère Altice, qui est elle cotée à Amsterdam.

Siège social en France

« *Nous nous engageons à maintenir le siège social en France* »

On imagine mal le groupe Bouygues délocaliser le siège du nouvel ensemble hors de France. Cependant, c'est une tendance chez certains groupes du CAC 40. Par exemple, Publicis qui va fusionner avec le géant américain Omnicom a indiqué que le siège social du futur groupe sera à Amsterdam.

La réponse indirecte d'Altice Numericable

Dans l'après-midi, Altice, le premier actionnaire de Numericable lui a indirectement rétorqué, dans une annonce présentée comme une réponse aux demandes de la ministre à l'Economie numérique, Fleur Pellerin. « *Suite à la demande d'engagement plus formel exprimée hier par Madame Fleur Pellerin, le groupe Altice confirme volontiers qu'il est tout à fait prêt à inscrire ses engagements en matière d'emplois et d'investissements dans les licences d'opérateur détenues par SFR* » indique le groupe de Patrick Drahi dans un communiqué. Il répète qu'il s'engage « à maintenir les effectifs de SFR et de Numericable, et à ne pas effectuer de suppression de postes, sous quelque forme que ce soit » et à « poursuivre les investissements dans le très haut débit » mais pas spécifiquement dans la fibre (FTTH), ce que privilégie le gouvernement dans son plan France Très haut débit...

LA PHRASE DU JOUR > Le ministre du Redressement productif, plus favorable à un achat de SFR par Bouygues que par Numericable tient à rassurer les consommateurs si le marché est partagé par trois opérateurs au lieu de quatre.

latribune.fr

La baisse des prix dans les télécoms est "irréversible" (Montebourg)



Arnaud Montebourg multiplie les arguments pour défendre un rachat de SFR par Bouygues. Premier d'entre eux: une recomposition du paysage des télécoms français n'aura pas d'incidence sur les prix. Interrogé sur RTL ce mardi, le ministre du Redressement productif a commenté les dernières annonces concernant l'achat de SFR. Il a notamment déclaré:

"Le moment est venu d'organiser la renaissance du secteur des télécoms. Je ne crois pas que ça se fera au détriment des consommateurs. Les prix ont baissé de 30%, c'est un acquis irréversible."

Précédent autrichien

Deux acteurs sont sur les rangs pour acheter la filiale de Vivendi: Numericable et Bouygues Telecoms. En cas de victoire de ce dernier, il n'y aurait donc plus quatre opérateurs mais seulement trois sur le marché (Orange, Free et l'entité née de cette fusion). Dans ce cas, [des associations de consommateurs ont cependant dit craindre](#) une montée des prix, rappelant un cas similaire en Autriche et surtout la condamnation des opérateurs pour entente avant l'arrivée de Free.

Le "trublion" Free, garant des prix bas

Contrairement à ces craintes, s'il ne prévoit pas de nouvelle baisse de prix, le ministre estime toutefois que ce ceux-ci devraient rester stables. La présence du "trublion" Free sur le marché garantirait à ses yeux "une concurrence saine et loyale".

Arnaud Montebourg rappelle par ailleurs qu'il compte demander aux opérateurs de financer l'installation de câbles en fibre optique en France, estimée à 30 milliards d'euros. Il a en outre brandi la menace d'un rachat d'opérateur français par un concurrent européen.

Après l'annonce dimanche d'un [accord entre Bouygues et Free en vue d'une cession des antennes du premier au second](#) - ce qui rendrait l'achat de SFR acceptable aux yeux de l'Autorité de la concurrence - Arnaud Montebourg avait déjà affiché sa préférence pour Bouygues.

Promesses de Bouygues sur l'emploi

Ce dernier aurait apporté des garanties d'emploi dans une lettre adressée lundi au ministre. " *Nous nous engageons à ne procéder à aucun licenciement collectif, plan social, plan de départ volontaire*", aurait écrit Martin Bouygues, dans cette lettre citée par l'AFP.

Arnaud Montebourg répond que cet engagement aura "valeur juridique" en cas de victoire de Bouygues. Il " *lui sera opposable et le gouvernement utilisera cet engagement pour ne pas homologuer des plans sociaux qui viendraient*". En outre, l'opérateur promet d'investir 2 milliards d'euros sur les réseaux fixes et mobiles, et d'augmenter les capacités d'investissement dans les nombreuses start-ups du numérique.

AVIATION > Selon l'armée malaisienne, l'avion a volé pendant plus d'une heure après avoir disparu des écrans radar samedi vers une heure du matin. L'avion est toujours introuvable.

latribune.fr

Le Boeing de Malaysia Airlines aurait continué à voler après sa disparition



De quoi renforcer [le mystère du vol MH 370](#). Et d'écarter la thèse de la désintégration de l'avion en vol ou de son explosion que n'a d'ailleurs pas repéré les radars espions des Etats-Unis. Selon l'armée malaise, le Boeing 777 de Malaysia Airlines disparu samedi avec 239 personnes à bord a volé pendant plus d'une heure après avoir disparu des écrans radar samedi vers une heure du matin, alors qu'il volait à une altitude de 35.000 pieds (10.670 kilomètres) à mi-chemin de la ville de Kota Bharu, sur la côte orientale malaisienne, et la pointe sud du Vietnam.

Changement de trajectoire

Selon une source militaire de Kuala Lumpur, l'appareil aurait en outre changé de trajectoire et pris la direction ouest vers le détroit de Malacca, loin de l'endroit où il a adressé son dernier signal aux contrôleurs aériens civils.

"Il a changé de direction après Kota Bharu et volé à plus basse altitude. Il est allé vers le détroit de Malacca", a dit un responsable militaire à Reuters. Le détroit de Malacca, à l'ouest de Kuala Lumpur, sépare la Malaisie continentale de l'île indonésienne de Sumatra. Or, l'appareil avait pris après son décollage de Kuala Lumpur la direction du nord-est pour se rendre en Chine.

Altitude plus basse

Cité mardi par un journal malaisien, le chef de l'armée de l'air Rodzali Daud déclare que le Boeing a été détecté pour la dernière fois par un radar militaire à 02h40 samedi, près de l'îlot de Pulau Perak, dans le nord du détroit de Malacca. Il volait alors à 9.000 mètres, ajoute-t-il.

"Cette information est en train d'être vérifiée par le département de l'Aviation civile et l'équipe chargée des recherches", a indiqué une source proche de l'enquête. "Il y a beaucoup d'autres informations du même genre."

L'heure donnée par Rodzali signifie que le vol MH370 aurait volé une heure 10 minutes à une altitude de croisière après avoir disparu des écrans de contrôle, sur une distance d'environ 500 km, avec un transpondeur éteint. La Malaisie a étendu au détroit de Malacca ses recherches jusqu'ici limitées à la mer de Chine du Sud.

Gros moyens déployés

Aucun signal de détresse n'a été envoyé par l'équipage. L'avion n'a pas non plus envoyé de messages automatiques ACARS au centre de maintenance de la compagnie. Aucun débris n'a été repéré malgré la mise en place de gros moyens pour localiser l'appareil. [La Chine, qui compte 154 ressortissants parmi les passagers, a déployé dix satellites](#) qui s'ajoutent aux dizaines de navires et avions mobilisés.

La piste de l'attentat se dégonfle

[La piste de l'attentat est quant à elle fragilisée. Les deux passagers qui avaient embarqué avec des passeports volés ne semblent pas liés à des groupes terroristes, selon Interpol.](#)

"Plus nous recevons d'informations, plus nous sommes enclins à conclure que ce n'est pas un incident terroriste", a déclaré le secrétaire général de l'organisation policière basée à Lyon, Ronald K. Noble.

Les deux hommes ont utilisé des passeports iraniens pour un vol entre Doha et Kuala Lumpur ont ensuite utilisé des passeports volés à des ressortissants italien et autrichien en 2012 et 2013 pour le vol Kuala Lumpur-Pékin. Ils étaient âgés respectivement de 18 et 29 ans.

"L'un d'eux se rendait à Francfort pour retrouver sa mère, il s'agit d'un trafic d'êtres humains et non pas de terrorisme", a expliqué le secrétaire général. "On a pu savoir, auprès de ceux qui connaissaient ces personnes, qu'ils cherchaient un statut de réfugié à la recherche d'une vie meilleure, on a ainsi pu exclure une intention criminelle."

LUXE > L'iconique maison de luxe Chanel a-t-elle fait rentrer illégalement ses produits en Turquie ? C'est ce qu'affirme un journal turc, *Hürriyet*, selon qui trois employés de l'entreprise encourent jusqu'à 10 ans de prison pour fraude sur les droits de douane.

latribune.fr

Chanel accusé de "contrebande systématique" par la presse turque



Des flacons de parfums, des vêtements ou du maquillage Chanel, importés frauduleusement sur le sol turc dans des valises... Par des employés de la maison de luxe. C'est ce qu'affirme le [quotidien turc *Hürriyet*](#), se basant sur un document de la Direction des douanes turque.

Chanel, symbole du luxe français, est ainsi accusé de "*contrebande systématique*". Selon le scénario rocambolesque détaillé par le journal turc, trois salariés de l'entreprise, dont le directeur des opérations en Turquie, sont accusés d'avoir importé une partie des produits vendus dans les magasins Chanel d'Istanbul... Dans des valises.

Entre 2 et 10 ans de prison

Selon *Hürriyet*, les employés ont agi "*systématiquement et en conscience*", dans le but "*de ne pas payer les droits de douanes requis par la Turquie*". Ils risquent entre 2 et 10 ans de prison.

Les produits vendus par Chanel étant coûteux, poursuit le journal qui cite le document que les

Douanes ont transmis à la justice turque, la valeur totale des produits transportés dans deux valises (le nombre de bagages autorisés vers la Turquie) peut atteindre jusqu'à 1 million d'euros.

"Situation tout à fait exceptionnelle"

Dans un communiqué, Chanel indique réfuter *"un certains nombres d'accusations"* relayées dans la presse dans les médias. L'entreprise indique n'avoir *"à aucun moment été informée officiellement de faits que lui reprocherait la justice turque"* :

La seule chose que nous puissions confirmer, c'est qu'à la suite d'un audit interne réalisé en 2012, nous avons identifié des dysfonctionnements et manquements importants au sein de la gestion locale de nos deux boutiques en Turquie.

A la suite de ces constatations, l'entreprise s'est séparée *" de la responsable de l'activité des boutiques de l'époque"*. *"Cette situation est tout à fait exceptionnelle, et depuis, nous avons encore resserré nos mesures de contrôles"*, indique Chanel, qui poursuit :

Chanel collabore étroitement avec les autorités turques, et fournit l'ensemble des informations et pièces requises aux autorités douanières suite à leur demande.

Conversations avec le siège parisien

Toutefois, le document que le quotidien turc *Hürriyet* a pu consulter fait état de conversations internes à l'entreprise, liant les employés d'Istanbul au siège parisien de Chanel.

Dans cette correspondance, l'un des employés à Istanbul soupçonné de fraude demanderait à un collègue parisien, l'un des employés soupçonnés d'Istanbul s'informe auprès d'un collègue à Paris sur la manière d'enregistrer les marchandises qui étaient libres de paiements.

Hürriyet conclut en évoquant des soupçons de falsification de documents, dans le but d'éviter le paiement de droits de douanes.

[Edité 18.00 avec réaction de Chanel]

DÉFENSE > Programme Scorpion pour l'armée de terre, avions ravitailleurs et A400M pour l'armée de l'air et un groupe aéronaval pour la marine. Ce sont les priorités en matière d'équipements du nouveau chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers.

Michel Cabirol

Armement : les priorités du nouveau chef d'état-major des armées



Quelles sont les priorités du nouveau chef d'état-major des armées (CEMA), le général Pierre de Villiers, en matière d'équipements militaires ? Auditionné par les parlementaires le 26 février - soit moins de quinze jours après sa prise de fonction, le nouveau CEMA a donné *"en simplifiant à l'extrême"* ses priorités en matière de programme 146 (équipements). Pour l'armée de terre, il privilégie le programme Scorpion. Notamment l'engin blindé de reconnaissance et de combat (EBRC) et le véhicule blindé multi-rôle (VMBR). En outre, il a évoqué le missile moyenne portée (MMP) de MBDA et le [programme Contact pour la radio \(Thales\)](#), déjà commandé.

L'armée de terre doit acquérir des VBMR afin de remplacer les VAB (Véhicule de l'avant blindé) "à bout de souffle" selon les termes du général Pierre de Villiers (92 sur la période pour un objectif de 2.080, livrés à compter de 2018), des EBRC pour renouveler l'actuel parc de véhicules blindés AMX 10RC, ERC 90 et VAB Hot. L'objectif à terme est fixé à 248 pièces. Enfin le programme Scorpion prévoit la modernisation de 200 chars Leclerc avant 2025. Les premiers systèmes MMP devraient être livrés en 2017 de façon à éviter une rupture capacitaire dans le domaine des missiles tactiques du combat débarqué.

Éviter des ruptures de capacité

S'agissant de l'armée de l'air, le général Pierre de Villiers a comme priorité les avions ravitailleurs MRTT et l'avion de transport A400M, dont deux exemplaires ont déjà été livrés à l'armée française. Pour la marine, il veut disposer d'un *"groupe aéronaval digne de ce nom, bien protégé par-dessus, par-dessous et en surface, ainsi que les moyens d'assurer l'action de l'Etat en mer sans oublier les forces sous-marines"*.

Le général de Villiers veut *"éviter les ruptures temporaires de capacité"* dans ces domaines. *"Nous serons vigilants sur le VBMR puisque le VAB est à bout de souffle - ce qui impose un tuilage, comme pour les avions Transall avec les A400M, ou les frégates anti-sous-marines avec les frégates FREMM"*, a-t-il assuré. Et de rappeler que *"toute encoche sur les ressources prévues entamerait inévitablement la cohérence du modèle, compromettrait le succès de la réforme et s'exercerait au détriment de la finalité opérationnelle . L'exécution conforme de la loi de programmation militaire est donc primordiale. Elle l'est pour l'efficacité de nos armées. Elle l'est aussi - tout est lié - pour le moral du personnel, qui y voit une juste reconnaissance de son engagement pour la Nation"*.

DÉFENSE > Le volume de recrutement des armées est en baisse de 21,8 % entre 2008 et 2012. En revanche, la sélectivité des candidats a tendance à augmenter.

Michel Cabriol

Les armées recrutent de moins en moins



Les armées recrutent moins. Beaucoup moins même pour certaines comme l'armée de terre. Ce qui est logique au vu des politiques de départ initiées par le ministère de la Défense (77.500 départs prévus sur douze ans entre 2008 et 2019). Depuis 2001, l'armée de terre a par exemple perdu 43 % de ses effectifs, a rappelé le nouveau chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers. "Globalement, le volume de recrutement annuel est en baisse", a récemment constaté le président du Haut comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM), Michel Pinault. Soit un très net recul de 21,9 % entre 2008 et 2012. Les baisses les plus marquées concernent l'armée de terre mais aussi la gendarmerie, respectivement en recul de 33 % et de 21 % entre 2010 et 2012.

En revanche, si le volume de recrutement a fortement baissé, "la décroissance du nombre de postes offerts a, dans certains cas, eu pour effet d'améliorer un peu le taux de sélection au recrutement, gage de qualité", a-t-il souligné. Ainsi, le taux de sélection des sous-officiers (hors gendarmerie) était de 3 candidats pour 1 poste en 2008 et de 4,5 en 2012. Celui des officiers sous contrat s'est établi en 2012 à 9,2 candidats pour un poste (contre cinq en 2008). Le taux de sélection des officiers sortis des grandes écoles reste "stable et satisfaisant", a jugé Michel Pinault. Il est passé de 15,2 candidats pour 1 poste en 2008 à 15,3 en 2012.

Peu de candidats pour devenir militaires du rang

L'armée a beaucoup de mal à attirer des candidats pour endosser le treillis. "La sélectivité des

militaires du rang s'est un peu améliorée mais reste faible", a constaté Michel Pinault. Elle est passée de 1,7 candidat pour 1 poste à 2 en 2010 puis 2,3 en 2012. En revanche, la sélectivité des sous-officiers de gendarmerie a baissé. En 2008 il y avait 8,4 candidats pour 1 poste contre 6,9 en 2012.

Le président du HCECM estime que la sélectivité du recrutement des agents civils de l'Etat est *"généralement bien meilleure que celle des militaires"*. Et de rappeler que le dernier taux de sélection connus (2011) pour le recrutement externes de fonctionnaires civils de catégorie C est *"supérieur à 24 candidats pour 1 poste"*.

Pourquoi le métier des armes n'attire plus

Selon Michel Pinault, *"la fonction publique civile attire plus que les métiers des armes car elle offre la perspective d'une carrière complète"*. Y compris aujourd'hui. En dépit de la mauvaise situation du marché de l'emploi, *"la taille des viviers au sein desquels les militaires sont recrutés reste globalement stable"*. *"L'attractivité des emplois militaires doit être renforcée et la journée Défense Citoyenneté doit mieux y concourir. Avec la réforme de la carte militaire, on a créé de véritables déserts militaires"*.

AVIATION > L'identité de l'un des deux passagers du MH 370 disparu depuis samedi qui a embarqué avec un passeport volé à Kuala Lumpur est iranien, a déclaré mardi le chef de la police malaisienne, qui ne pense pas qu'il ait appartenu à un groupe terroriste. Interpol doute de la piste terroriste.

latribune.fr

Boeing de Malaysia Airlines : scepticisme sur la piste de l'attentat



L'identité de l'un des deux passagers du MH 370 disparu depuis samedi qui a embarqué avec un passeport volé à Kuala Lumpur est iranien, a déclaré mardi le chef de la police malaisienne, qui ne pense pas qu'il ait appartenu à un groupe terroriste.

Scepticisme sur l'hypothèse terroriste

La police malaisienne cherche toujours à déterminer l'identité du deuxième détenteur d'un passeport volé, a ajouté le chef de la police, Khalid Abu Bakar, lors d'une conférence de presse. Pour autant, rien n'indique qu'un acte terroriste soit à l'origine de la disparition brutale du Boeing 777 de Malaysia Airlines avec à son bord 239 personnes, ont indiqué à Reuters des sources européennes et américaines proches de l'enquête. "Aucun élément ne laisse croire à un acte terroriste", a renchéri une source de services européens de sécurité, ajoutant qu'il n'y avait en l'état "aucune explication" sur ce qui est arrivé à l'appareil.

La police de Thaïlande, pays où les documents d'identité avaient été dérobés, pense elle aussi que

les deux hommes qui voyageaient avec des passeports volés n'avaient rien à voir avec le terrorisme, les premiers éléments laissant penser qu'ils étaient plutôt en quête d'asile dans un pays tiers.

Interpol a également mis des doutes sur la piste terroriste.

"Plus nous recevons d'informations, plus nous sommes enclins à conclure que ce n'est pas un incident terroriste", a dit lors d'une conférence de presse le secrétaire général de l'organisation de coopération policière basée à Lyon, Ronald K. Noble.

Selon lui, deux détenteurs de passeports iraniens utilisés pour un vol entre Doha et Kuala Lumpur ont ensuite utilisé des passeports volés à des ressortissants italien et autrichien pour le vol Kuala Lumpur-Pékin.

Billets réservés à Pattaya

Interpol avait confirmé dimanche qu'au moins deux passagers du vol Kuala-Lumpur-Pékin avaient embarqué avec des passeports volés en Thaïlande au cours des deux dernières années, ce qui a orienté les enquêteurs vers la piste d'un attentat. La police thaïlandaise mais aussi des policiers étrangers interrogent actuellement deux agents de voyage de la station thaïlandaise de Pattaya, où les billets d'avion ont été émis pour le compte des deux hommes en question.

"Nous n'excluons rien, mais au vu des éléments que nous avons obtenus, il ne semble pas que ces hommes soient ou aient été impliqués dans le terrorisme", a dit mardi à Reuters le chef de la police de Pattaya, Supachai Puikaewcome.

Les deux billets d'avion, achetés pour les passagers par deux Iraniens, étaient à destination de l'Europe via Pékin, et avaient été achetés via la Chine parce que c'était l'itinéraire le moins cher, a dit Supachai. "Si l'on en juge par les billets, s'il s'était agi de terrorisme, ils auraient précisé l'itinéraire et l'avion qu'ils souhaitaient prendre. Au lieu de cela, ils ont demandé le billet le moins onéreux, sans préciser ni itinéraire ni compagnie aérienne", a-t-il expliqué.

Kuala Lumpur, centre de transit pour les immigrés clandestins asiatiques ?

La police espère interroger l'un des Iraniens qui a payé ces billets d'avion en liquide. Pour le chef de la police de Pattaya, il s'appelle "Hasem" et se trouverait dans la station. Un deuxième Iranien, du nom de Kazem Ali, a réservé les billets par téléphone auprès d'un voyageur de Pattaya. Ce Kazem Ali se trouverait quant à lui en Iran.

"Nous envisageons tous les aspects possibles, y compris que ces individus aient pris part à un trafic humain, étant donné que monsieur Ali avait déjà eu affaire à l'agence de voyages et avait déjà réservé des billets, très probablement pour des Iraniens", a dit Supachai.

Avion introuvable

Un diplomate européen en poste à Kuala Lumpur a souligné quant à lui que la capitale malaisienne était un centre de transit pour les immigrés clandestins d'Asie qui cherchent à rejoindre l'Europe grâce à de faux documents via des routes complexes passant par Pékin ou l'Afrique de l'Ouest.

Pour autant, le directeur de la CIA, John Brennan, a affirmé ne pas écarter la piste du terrorisme.

Pour l'heure, l'avion reste introuvable. Le directeur de l'Aviation civile malaisienne, Azharuddin Abdul Rahman, responsable de l'enquête a qualifié cette disparition de "mystère aéronautique sans précédent". Dix pays ont dépêché des dizaines de navires et d'avions pour quadriller une vaste zone maritime entre la Malaisie et le sud du Vietnam. [La zone de recherche a été étendue à Mer de Chine. La Chine a décidé de déployer 10 satellites pour retrouver l'avion.](#)

AVIATION > Plus de trois jours après la disparition des écrans radars du vol MH 390, la Chine a redéployé 10 de ses satellites dans l'espoir de parvenir à localiser l'appareil.

latribune.fr

Boeing de Malaysia Airlines : la Chine déploie 10 satellites pour le retrouver



Des dizaines de navires, d'avions et d'hélicoptères d'une dizaine de pays recherchent des débris du Boeing de Malaysia Airlines, qui a brusquement disparu des radars dans les premières heures de samedi, alors qu'il se trouvait quelque part entre la côte orientale de la Malaisie et le sud du Vietnam. Alors que les recherches sont également menées sur Terre, la Chine a redéployé 10 de ses satellites dans l'espoir de parvenir à localiser l'appareil, selon la presse officielle chinoise. [La disparition du vol MH 370 est qualifié de "mystère aéronautique sans précédent"](#) par les enquêteurs.

Deux-tiers des passagers chinois

Les satellites chinois à haute résolution, contrôlés depuis la base de Xian, dans le nord du pays, vont être utilisés pour l'aide à la navigation, l'observation des conditions météorologiques, les communications et autres aspects des opérations de recherche, a indiqué le Quotidien de l'Armée populaire de libération chinoise.

Près des deux-tiers des 239 passagers du vol MH370 reliant Kuala Lumpur à Pékin sont des

citoyens chinois. Si la catastrophe se confirmait, ce serait la deuxième pire tragédie aérienne pour la Chine.

Deux destroyers américains

Egalement très mobilisés, les Etats-Unis ont envoyé deux destroyers, l'USS Kidd et l'USS Pinckney transportant des hélicoptères Sea Hawk MH-60, et un avion de surveillance P-3C Orion. La police fédérale américaine (FBI) et l'agence américaine de la sécurité dans les transports (NTSB) ont envoyé des techniciens et enquêteurs auxquels se sont joints des spécialistes de Boeing.

Fausse alertes

A plusieurs reprises depuis samedi les secours ont fait état de la découverte en mer d'éléments susceptibles d'appartenir à l'avion dans l'hypothèse où il se serait abîmé ou désintégré en vol. A chaque fois, néanmoins, les vérifications ont infirmé ces découvertes. Les analyses d'une nappe de carburant détectée en mer près du point possible de disparition du Boeing ont révélé qu'il ne provenait pas de l'avion.

Et un navire vietnamien dépêché pour vérifier la présence d'un possible radeau de sauvetage n'a trouvé qu'"une couverture moisie pour enrouleur de câble", a indiqué le chef d'Etat major adjoint de l'armée vietnamienne Vo Vo Tuan à l'AFP.

Le vice-ministre vietnamien des Transports Pham Quy Tieu a annoncé mardi que Hanoï allait également étendre ses opérations "vers l'est et le nord-est", dans deux zones séparées, précisant avoir demandé l'aide des pêcheurs de la région.

L'hypothèse de l'attentat

Les circonstances de la disparition de l'appareil continuaient de nourrir les spéculations, entre les pistes d'une avarie mécanique et d'un attentat. Cette dernière hypothèse a été soulevée en raison de la brusque disparition de l'avion qui pourrait accréditer le scénario d'une explosion, et la présence à bord de deux passagers voyageant avec les passeports volés d'un Italien et d'un Autrichien.

Les familles entre espoir et résignation

En attendant de connaître le sort de l'avion, les familles des passagers arrivées à Kuala Lumpur oscillaient entre espoir et résignation.

"Tous les membres de la famille essayent de rester optimistes et d'espérer qu'ils aient survécu

(mais) nous nous préparons au pire", ont indiqué les proches de Catherine et Bob Lawton, un couple de quinquagénaires parmi les six Australiens sur le vol MH370.

En Inde, la famille de Muktesh Mukherjee, 42 ans, craignait une répétition tragique de l'histoire après le décès de son grand-père, un ancien ministre, dans le crash d'un avion à New Delhi en 1973.

"Les miracles se produisent parfois. Nous prions pour qu'il nous revienne", a déclaré son oncle, Manoj Mukherjee, à l'AFP.

Si l'avion s'est abîmé en mer, il pourrait s'agir de la catastrophe aérienne la plus meurtrière d'un avion de ligne depuis 2001, date de l'accident d'un Airbus A300 d'American Airlines qui avait fait 265 morts aux Etats-Unis.

AUTOMOBILE > La marge est en légère baisse, mais elle dépasse les 10%. Ce qui reste extrêmement honorable. La filiale haut de gamme du groupe Volkswagen a même assaini son bilan financier l'an dernier avec une hausse de ses liquidités nettes à 14,72 milliards d'euros. Audi prévoit de nouvelles ventes record en 2014 avec des investissements en plein boom.

Alain-Gabriel Verdevoye

Très rentable, Audi vise de nouvelles ventes record en 2014



Avec 1,575 million de voitures livrées l'an dernier (+8,3%), le constructeur d'Ingolstadt bat son record et atteint, avec deux ans d'avance, l'objectif qu'il s'était fixé pour 2015. Audi a certes annoncé ce mardi un bénéfice d'exploitation 2013 en légère baisse à 5,03 milliards d'euros (5,36 en 2012) et la marge opérationnelle atteint 10,1% (contre 11%). Ce résultat reste toutefois de très bon niveau et supérieur à l'objectif prévu (8% à 10%). La filiale haut de gamme de Volkswagen enregistre un bénéfice avant impôts honorable de 5,32 milliards d'euros (5,95 en 2012).

Investissements en hausse

Deuxième constructeur de haut de gamme derrière BMW mais devant Mercedes, la firme aux anneaux a investi 10% de plus que l'année précédente, soit plus de 3,5 milliards d'euros. Davantage que PSA. Cette hausse des investissements explique notamment la baisse des profits. D'ici à 2018, Audi prévoit d'investir, au minimum, 22 milliards d'euros, dont plus de la moitié profiteront aux sites historiques d'Ingolstadt et de Neckarsulm.

La firme allemande d'Ingolstadt est en pleine santé. Elle enregistre une hausse de ses liquidités nettes qui s'élèvent à 14,72 milliards d'euros. Le ratio dette-fonds propres, à la date de clôture du bilan 2013, atteignait 41% (37,4% en 2012).

1.500 salariés nouveaux

Pour 2014, le constructeur, qui compte recruter 1.500 salariés nouveaux en Allemagne, compte "poursuivre sa croissance dans toutes les régions du monde, y compris en Europe". Soit une nouvelle année record. Il "prévoit une légère progression du chiffre d'affaires qui devrait dépasser les 50 milliards d'euros". Les investissements "auront initialement un impact négatif sur le bénéfice".

Mais, dans le même temps, la "tendance positive qu'enregistrent le nombre de véhicules livrés et la hausse du chiffre d'affaires ainsi que les améliorations mises en œuvre au niveau de la productivité et des process devrait avoir un impact positif sur le bénéfice d'exploitation". Globalement, le constructeur vise "une marge d'exploitation conforme à son objectif stratégique : entre 8 et 10%".

Nouvelles usines

Au cours des "douze derniers mois, nous nous sommes lancés dans une vaste opération à l'international avec l'ouverture de nouvelles usines en Hongrie et en Chine ainsi que le lancement d'unités locales de production au Mexique et au Brésil", indique la marque. "Après 15 nouveaux modèles et versions dérivées en 2013", le constructeur allemand "lancera 17 nouveaux modèles en 2014".

Après le renouvellement de la gamme compacte A3, Audi a présenté un nouveau coupé TT au salon de Genève la semaine dernière. Il s'apprête à lancer des nouvelles A4 de gamme moyenne. La firme compte écouler deux millions d'unités par an vers 2017-2018. Le haut de gamme allemand se porte bien.

>>> [VIDEO \[Salon de l'auto à Genève\] Edition du 10 mars](#)

AUTOMOBILE > Renault pronostique une nouvelle croissance de ses Dacia Logan, Sandero, Duster en Europe cette année. Heureusement que ces modèles à bas coûts existent!

Alain-Gabriel Verdevoye

Les Dacia à bas prix, moteur de Renault en Europe



"Les ventes de la gamme "Entry" (Logan, Sandero, Duster...) ont encore progressé en janvier et février", souligne Arnaud Deboeuf, responsable des véhicules à bas coûts de Renault. "Nous avons vendu 1,08 million d'unités l'an dernier, soit une progression de 13%. Et nous aurons encore une croissance en Europe cette année", assure le dirigeant. Hors de l'Union européenne, "il y aura l'introduction de la nouvelle Logan en Russie, une nouvelle usine en Algérie, le déploiement en Indonésie".

41% des ventes de Renault

Les voitures à bas coûts... Heureusement qu'elles existent! Les ventes mondiales du groupe Renault ont en effet crû l'an dernier de 3,1% à 2.628. 208 véhicules, grâce... à la bonne performance de son bas de gamme à prix "discount". Vendus en Europe ainsi que sur le pourtour méditerranéen sous la marque roumaine Dacia et ailleurs sous le label Renault lui-même, ces modèles représentaient, en 2013, 41,3% du volume total de l'ex-Régie. Ce qui est un pourcentage énorme! Sans cette gamme, les ventes de Renault auraient reculé de 3,2%. D'ailleurs, le 4x4 Duster n'est-il pas désormais le modèle le plus vendu désormais chez Renault?

Les volumes de Dacia, qui a bénéficié l'an dernier du renouvellement des Logan, Sandero et du restylage du 4x4 Duster, ont bondi de 22,8% en 2013 sur la seule Union européenne. La marque de Pitesti a presque atteint les 300.000 immatriculations de voitures neuves dans l'Union (+Suisse, Islande, Norvège). Soit 27% des ventes totales du groupe Renault. *"En Europe, 38% de nos clients venaient d'un véhicule d'occasion, 18% d'une voiture achetée neuve mais âgée de plus de dix ans. Seuls 10% des acheteurs de Dacia avaient une Renault neuve auparavant"*, souligne Arnaud Deboeuf.

Succès en France

En France, *"Dacia est la quatrième marque dans les ventes aux seuls clients particuliers"*, explique Arnaud Deboeuf. Les immatriculations de [Dacia](#) ont grimpé de 11,2% dans l'Hexagone en 2013, frisant les 90.000 voitures, avec une part de marché supérieure à 5%. *"En France, on vend surtout dans les régions, plus que dans les grandes villes"*, précise le dirigeant. Les Logan ou Sandero ne sont effectivement pas des voitures à la mode pour flatter l'ego...

Comment s'explique un tel succès? Par les prix évidemment. Une Logan familiale démarre à 7.700 euros dans l'Hexagone (prix catalogue), une Sandero à 7.900. Même une petite Fiat Panda de base est plus onéreuse. Pour 12.700 euros, on peut ainsi rouler en [Sandero](#) diesel de 90 chevaux en version de pointe Lauréate correctement équipée. Une Renault Clio IV de dimensions voisines et équipée de la même mécanique coûte au bas mot 6.000 euros de plus... La Clio offre certes un plaisir de conduite très supérieur, mais le différentiel de prix est sensible.

Prix bas, prestations routières correctes, fiabilité mécanique avérée due à la simplicité, coût d'entretien très faible et disponibilité des pièces dans tout le réseau Renault, telles sont les recettes du miracle. Evidemment, en contrepartie, ces voitures sont austères, peu agréables à conduire, moins sûres que les rivales plus huppées, avec des plastiques et un niveau de finition bas de gamme. Si les voitures ont peu de pannes, intérieurs, soubassements et carrosseries vieillissent médiocrement. On ne peut pas tout avoir pour un prix si serré.

Echec du monospace Lodgy

Malgré sa réussite, la gamme "Entry" de Renault n'est pas à l'abri de certains échecs. Si le succès des [Logan](#), Sandero, Duster, ne se dément pas, les clients ne se précipitent pas en revanche sur le monospace Lodgy. Produit à Tanger, au Maroc, ce véhicule fonctionnel mais disgracieux constitue un semi-échec. Il n'a été *"vendu qu'à 43.000 unités l'an dernier"*. Pas terrible.

La fourgonnette Dokker, également fabriquée au Maroc, ne constitue pas non plus une grande réussite, avec *"51.000 unités"* à peine. *"On a remplacé l'ancienne MCV (ndlr: ex-version break-fourgonnette de la Logan) par trois modèles: les Lodgy, Dokker et la nouveau break Logan. C'est une erreur"*, concède Arnaud Deboeuf. Car la diversité coûte cher. Mais, le [Lodgy](#) va entamer une nouvelle carrière industrielle en Inde à la fin de l'année.

Voiture à très bas coût

Renault s'apprête par ailleurs en 2015 à franchir une nouvelle étape, avec la voiture à "*très bas coût*" (moins de 4.500 euros), dont un concept a été présenté début février au dernier salon de New Delhi. Cette future "*mini-Logan*", conçue et produite dans le cadre de l'Alliance Renault-Nissan à Chennai dans le sud de l'Inde, devrait ultérieurement être aussi industrialisée au Brésil. Elle pourrait arriver à terme en Europe. La première Logan, née en 2004, a une prometteuse descendance.

>>> [VIDEO \[Salon de l'auto à Genève\] Edition du 11 mars](#)

X

6 MIN CHRONO > Dès le 4 mars, le Journal Télévisé du Salon vous donne rendez-vous tous les jours pour 6 minutes. Premières, points forts, tendances, people... Découvrez tout ce qui «fait» le Salon le Salon de Genève !

Auto Show Web TV

Salon de Genève: Peugeot 308 SW, Maserati

>>> D'autres infos sur le [Facebook du Salon international de l'automobile Genève](#)

>>> DIAPORAMA [Les belles du salon de Genève 2014](#)

VIN > La barre du million d'hectolitres a été franchie en 2013. Cette progression en volume s'est accompagnée d'une augmentation des prix, ont indiqué les représentants des producteurs et négociants de ces AOP.

latribune.fr

Année record pour les exportations de vins de la vallée du Rhône



Pour la première fois, en 2013, les exportations de vins de la vallée du Rhône ont franchi la barre du million d'hectolitres, d'après les représentants des producteurs et négociants de ces appellations d'origine protégée (AOP).

Dans le détail, les ventes à l'étranger ont atteint 1,03 million d'hectolitres (hl), soit une hausse de 5% par rapport à 2012. La progression en valeur atteint, elle, 8,1% avec 459 millions d'euros générés, précise Inter-Rhône dans un communiqué.

Belgique, Royaume-Uni et Etats-Unis en tête

Les plus grands amateurs seraient à chercher du côté de Bruxelles. Du moins, la Belgique se trouve-t-elle en tête des pays importateurs de vins de la vallée du Rhône avec 203.000 hl (+12%), devant le Royaume-Uni avec 188.200 hl (+1%) et les Etats-Unis avec 146.000 hl (+10%).

L'interprofession a par ailleurs salué un retour de la croissance des ventes en grandes et moyennes surfaces (GMS) en 2013, qui ont atteint 925.219 hl (+3,9%). Une progression qui s'est

également accompagnée d'un **prix de vente en hausse, atteignant 4,46 euros par litre, contre 4,25 en 2012.**

Chute de la récolte des Côtes du Rhône régionaux

En revanche, la récolte 2013 des vins de la vallée du Rhône a baissé de 13% à 2,5 millions d'hectolitres, en raison notamment de la chute de 17% de la récolte des Côtes du Rhône régionaux - elle représente environ la moitié du vignoble en volume.

Cela dit, "*hormis ces volumes en baisse, les professionnels de la Vallée du Rhône se disent satisfaits: les premières dégustations offrent une très belle qualité des vins, beaucoup de fraîcheur grâce aux acidités naturelles, et des profils aromatiques très intéressants*", assure Inter-Rhône. Avis aux amateurs de Crozes-Hermitage et autres Saint-Joseph.

JUSTICE > La cour d'appel de Paris a constaté lundi que la "procédure d'information et de consultation n'était pas conforme", comme le dénonçaient les syndicats.

latribune.fr

Les salariés du Printemps obtiennent la suspension de sa cession aux Qataris



Les salariés auront finalement eu gain de cause. La cour d'appel de Paris a ordonné la suspension de la cession en juin dernier du Printemps à des investisseurs qataris en attendant la reprise de la consultation du comité central d'entreprise (CCE), a annoncé mardi l'intersyndicale du grand magasin.

Une cession à 1,75 milliard d'euros

En effet, la justice a constaté lundi que "la procédure d'information et de consultation n'était pas conforme". Elle "enjoint" donc "à la société du Printemps de reprendre la procédure" dans les huit jours, a confié à *Reuters* Bernard Demarcq, porte-parole de l'intersyndicale, confirmant une information de *Mediapart*.

L'homme d'affaires italien Maurizio Borletti et Deutsche Bank ont bouclé le 31 juillet la vente du groupe, qui emploie plus de 3.000 personnes et compte 16 grands magasins, à des investisseurs qataris du fonds Disa pour 1,75 milliard d'euros.

La procédure contestée en justice

Les représentants des salariés avaient alors saisi la justice pour contester la procédure de consultation lancée par le groupe Borletti avant la cession au Qataris, jugeant que le CCE n'avait pas été suffisamment informé des modalités de la cession, notamment sur l'identité de l'acquéreur, le montage financier et le montant de divers commissions.

La stratégie "Arthur 3" contestée

Ils reprochent également à la direction de leur avoir caché un plan baptisé "Arthur 3" établi en décembre 2012, qui prévoyait un repositionnement des grands magasins vers le luxe. Ils craignent en outre que cette stratégie n'aboutisse à la suppression de 226 emplois.

En première instance, le juge avait estimé qu'aucune irrégularité n'avait été commise dans le cadre de la procédure, jugeant que le plan Arthur 3 n'était qu'un document de travail, comme l'affirmait la direction. La Cour d'appel de Paris a donc émis un avis contraire.

Parallèlement, le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire le 28 juin sur la cession du groupe à la suite d'une plainte des élus du personnel pour enquêter sur des montages financiers jugés "très opaques" par les syndicats. L'enquête a été confiée à la brigade financière.

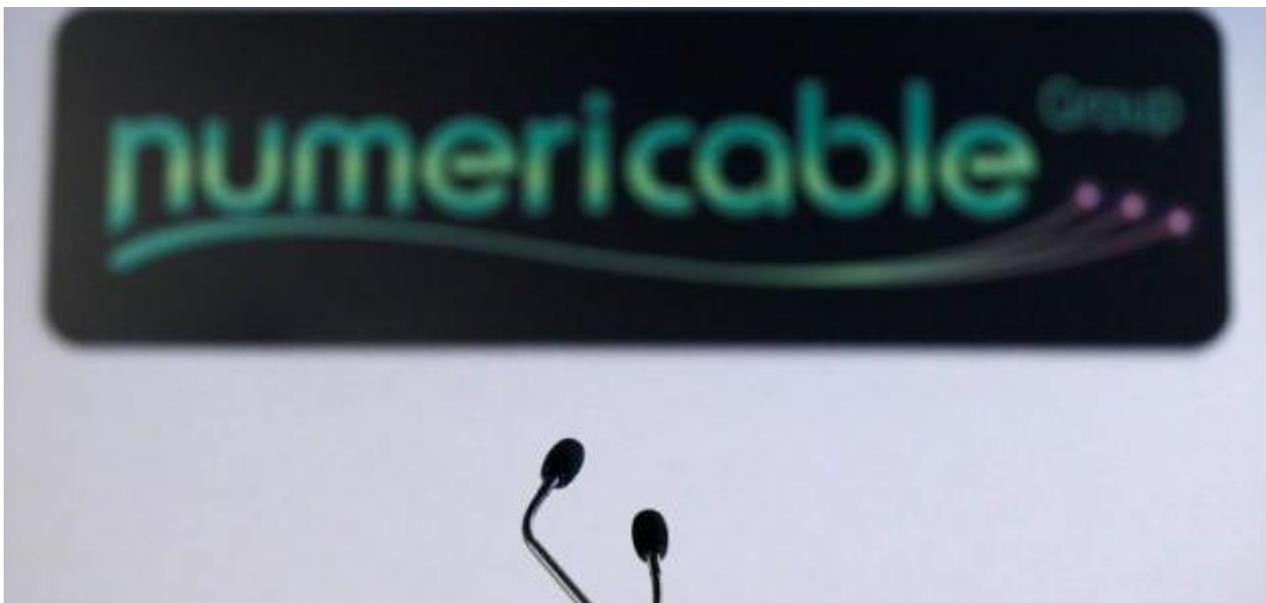
De son côté, la direction du Printemps se verra s'exprimer un peu plus tard dans la matinée.

Pour aller plus loin: [Le Printemps sous pavillon qatari: histoire d'une vente mouvementée](#)

TÉLÉCOMS > Numericable, la filiale d'Altice, donne jusqu'au vendredi 14 mars à Vivendi pour choisir son offre d'achat de SFR. Sur ce dossier, l'entreprise a un rival de taille: l'opérateur Bouygues.

latribune.fr

Achat de SFR: Numericable lance un ultimatum à Vivendi



La bataille des offres succède à la guerre des prix. Dans le secteur des télécoms, c'est le branle-bas de combat depuis que la mise en vente de SFR a été confirmée et surtout depuis que Numericable et Bouygues Télécom ont déposé des offres à sa maison-mère, Vivendi. Dernière manœuvre en date : celle de Numericable qui impose un ultimatum à la multinationale.

>> [Vivendi a reçu deux offres de Bouygues et de Numericable pour SFR](#)

Investissements dans le plan haut débit

Dans un communiqué publié ce mardi, la filiale d'Altice indique son offre " *est valide jusqu'au vendredi 14 mars*". L'entreprise fait valoir en outre que ce projet de fusion est :

"Incontestablement le plus avantageux pour les salariés, les clients et pour l'ambition française sur le marché des télécoms."

Elle met en avant des projets d'investissement liés au " *plan France Très Haut Débit* du

gouvernement" et surtout la protection des emplois.

>> [La Mission Très haut débit dévoile son plan pour la fibre optique](#)

Pour acheter SFR, Numericable proposerait 11 milliards d'euros en cash et 32% du nouvel ensemble fusionné, financés à hauteur de 8 milliards en dette et de 3 milliards par augmentation de capital.

Les emplois: "ligne rouge"

La protection des emplois représente une *"ligne rouge"* a prévenu Arnaud Montebourg dans un entretien au *Parisien/Aujourd'hui en France* paru dimanche 9 mars. Dans cette interview, le ministre du Redressement productif donnait sa préférence à l'offre de Bouygues Télécoms car elle permettrait de réduire à trois au lieu de quatre le nombre des acteurs sur le marché et ainsi de renforcer le secteur des télécoms français par rapport à ses concurrents dans le reste du monde.

L'opérateur appartenant au groupe Bouygues représente un rival puissant face à Numericable dans le dossier SFR. Afin de s'assurer toutes les chances de voir son offre validée par l'Autorité de la concurrence, l'entreprise dirigée par Olivier Roussat n'a pas hésité à [conclure un accord de principe avec Free afin de lui une partie de son réseau d'antennes](#). Ce qui [a été accueilli de façon positive par l'organisme](#).

CHANGEMENT DE MODÈLE > Pékin a annoncé la création de cinq banques à capitaux privés en Chine. Les autorités du pays cherchent ainsi à favoriser l'investissement à destination des PME privées, qu'elles souhaitent développer dans le cadre du rééquilibrage de leur modèle de croissance.

Romain Renier

La Chine veut créer cinq banques privées pour financer les PME



Relancer l'investissement productif pour assurer une croissance durable. C'est l'enjeu auquel la Chine tente de faire face. Pour cela, l'Autorité chinoise de régulation bancaire a annoncé mardi qu'elle allait tester la possibilité pour des sociétés privées de créer leur propre établissement bancaire.

Une annonce qui fait écho à celle de novembre, lorsque Pékin promettait d'[ouvrir aux investisseurs privés](#) un secteur bancaire encore étroitement contrôlé par l'État.

Création de cinq banques privées

"Nous avons sélectionné une poignée (d'investisseurs) à capitaux privés pour participer de concert à un programme d'essai visant à créer cinq banques dans un premier temps", a expliqué Shang Fulin, président de l'Autorité chinoise de régulation bancaire.

Aucun calendrier n'a été fourni, mais le régulateur a pris soin de préciser que cela se ferait "

de façon prudente". "Le feu vert" ne sera donné à chacune d'entre elle que lorsque tout sera prêt. Pour que le processus soit validé par les autorités, les investisseurs à capitaux privés devront au moins être deux, et les nouvelles banques opéreront "de façon indépendante", promet l'Autorité de régulation.

Pour l'heure, neuf entreprises privées ont été choisies par Pékin pour cette phase de test. Parmi elles, on compte Alibaba, le numéro un du commerce en ligne en Chine, le groupe Tecent, connu pour ses réseaux sociaux et services de messagerie instantanée, le conglomérat Fosun et l'équipementier automobile Wangxiang.

Financer le secteur privé

La mission de ces cinq futures banques est claire : financer les petites et micro-entreprises qui peinent à accéder au crédit dans le système actuel. Cette phase de test participe en ce sens à la restructuration de l'économie chinoise voulue par Pékin.

Le système financier chinois est en effet [dominé par des banques publiques qui financent essentiellement les grandes entreprises d'État et les gouvernements locaux](#). Lors de la crise qui a suivi la chute de Lehman Brothers en 2008, ces deux derniers avaient été le réceptacle de la politique monétaire expansionniste de la People Bank of China (PBOC), la banque centrale chinoise, afin de maintenir la croissance et les créations d'emplois qui vont avec.

Mais les investissements des entreprises publiques et des gouvernement locaux, consistant essentiellement en des grands travaux, s'étaient faits au détriment de l'investissement productif.

>> Lire : [La Chine malade de son système bancaire](#)

Un enjeu pour la croissance

Depuis l'an dernier, la PBOC tente de restreindre la forte expansion du crédit qui a suivi la crise de 2008. Les autorités chinoises tentent par ailleurs d'endiguer une finance dérégulée, le *shadow banking* ou finance de l'ombre, qui s'est mise en place d'elle-même pour palier aux faiblesses des banques publiques pour financer les entreprises privées.

>> Lire : [Chine : la menace d'un défaut de paiement illustre les dangers du shadow banking](#)

Résultat, la liquidité dans l'économie chinoise diminue et fait craindre un coup de frein trop prononcé de la croissance chinoise. En 2014, elle devrait [plafonner à 7,5% selon les estimations officielles](#). Son niveau le plus faible depuis 13 ans. A cela s'ajoutent des indicateurs décevants ces dernières semaines.

Pékin voit dans le développement d'un système bancaire non public un moyen de doper l'investissement privé, l'une des composantes de la demande intérieure avec la consommation. L'objectif final étant le rééquilibrage de la croissance vers plus de demande intérieure pour réduire la dépendance aux exportations.

>> Lire [Chine : un défaut obligataire pour l'exemple](#)

BANQUE DE DÉTAIL > La Caisse d'Épargne a présenté le 11 mars une application des Google Glass pour son service de coffre-fort numérique, lancé en septembre dernier.

Christine Lejoux

Quand l'Écureuil chausse les lunettes connectées de Google



S'il y a un **objet connecté** qui fait le "buzz", plus encore que les voitures, montres et autres réfrigérateurs, ce sont bien les lunettes. Et tout particulièrement **les Google Glass**, développées par le moteur de recherche éponyme. La date de leur commercialisation n'est pas encore connue que nombre d'entreprises, notamment dans les médias, la santé et le sport, ont déjà développé leur application Google Glass. Les voici désormais rejointes par le secteur bancaire français, et plus précisément par la Caisse d'Épargne (groupe BPCE), qui a présenté le 11 mars son application "Google Glass-Coffre-fort numérique."

Pour mémoire, **le 16 septembre dernier, la Caisse d'Épargne avait lancé un service de coffre-fort électronique**, facturé 1,20 euro par mois, et permettant à ses clients de stocker en ligne des documents précieux dématérialisés, comme les pièces d'identité, les diplômes, permis de conduire, contrats de mariage, avis d'imposition, etc. Pratique, certes, mais le client doit tout de même scanner les documents en question, puis les enregistrer dans son coffre-fort numérique.

Des lunettes à reconnaissance vocale

Avec les Google Glass, plus besoin de ces gesticulations : après avoir chaussé ses lunettes

connectées - en Wi-Fi ou en Bluetooth - et les avoir activées via un petit mouvement de tête, le client visualise son avis d'imposition, par exemple, au-dessus de son œil droit, comme sur un écran qui se trouverait à quelques mètres de lui. Il le photographie ensuite, en effleurant simplement le côté droit des lunettes ou en demandant à haute voix -, si, si ! - à ces dernières de prendre la photo.

Il suffit ensuite de prononcer les mots magiques "ok glass" pour qu'un menu déroulant s'affiche dans l'écran situé au-dessus du champ de vision, menu qui propose de télécharger l'avis d'imposition dans le coffre-fort numérique. Là encore, deux mots à dire aux Google Glass et le tour est joué. A condition d'avoir, au préalable, configuré l'application de coffre-fort numérique de la Caisse d'Epargne dans le compte Google+ associé à la paire de lunettes.

Un prix qui sera intégré dans celui du coffre-fort numérique

Gadget ou véritable service, l'application Google Glass-Coffre-fort numérique, dont le prix sera intégré dans le 1,20 euro mensuel du coffre-fort, lequel compte aujourd'hui 300.000 abonnés ? "Les Google Glass permettent aux clients de transférer leurs documents dans leur coffre-fort électronique tout en gardant leurs mains libres. Les objets connectés simplifient la vie des clients", assure Denis Mancosu, directeur de la distribution multicanal chez BPCE.

"Si nous mettons autant l'accent sur l'innovation, notamment technologique, c'est pour fluidifier la relation entre le client et la banque", renchérit Cédric Mignon, directeur du développement de la Caisse d'Epargne. Mais pourquoi l'Ecureuil n'a-t-il pas plutôt jeté son dévolu sur les montres connectées qui, elles, sont déjà en vente, contrairement aux Google Glass ? "Elles n'ont pas encore rencontré leur public", explique Denis Mancosu.

Un prix qui serait situé entre 300 et 400 dollars

Ne risque-t-il pas d'en être de même pour les Google Glass, ne serait-ce qu'en raison de leur prix ? Le jour où elles seront commercialisées en France, il faudra en effet pouvoir - ou vouloir - déboursier 300 à 400 dollars (216 à 288 euros). Un prix qui n'a rien d'officiel "mais dont on entend parler", précise Alain Regnier, directeur de la technologie au sein de la société Alto Labs, et l'un des rares développeurs français à avoir l'opportunité de travailler sur les Google Glass. Et un prix qui, selon ce dernier, pourrait être ramené à 100 ou 200 dollars si les Google Glass étaient subventionnées par les opérateurs de téléphonie mobile, comme c'est le cas pour les smartphones.

Bien conscientes que "c'est le client qui décidera du succès des Google Glass", les équipes de BPCE n'en songent pas moins déjà à de nouvelles applications, comme la consultation du solde de son compte en banque grâce aux lunettes intelligentes. "Pour chaque nouveau device (objet, appareil), nous essaierons d'imaginer les usages qui peuvent aller avec, pour nos clients", insiste Thierry Martinez, directeur de la communication de la Caisse d'Epargne. Un pari sur l'avenir, en somme.

SUCCESS STORY > Pour convaincre les régulateurs américains d'approuver son entrée en bourse, la société de trading de haute fréquence Virtu a révélé qu'elle n'avait subi qu'un jour de perte en cinq ans.

latribune.fr

Cette société de trading à haute fréquence n'a jamais connu les "jours sans"



L'entrée en bourse prochaine de Virtu permet d'en apprendre un peu plus sur le trading à haute fréquence, [explique Bloomberg News](#). L'entreprise, spécialisée dans le passage d'ordres financiers via des algorithmes informatiques, a fourni lundi les documents nécessaires à une IPO aux autorités américaines.

Ce faisant, l'entreprise fondée par l'ancien dirigeant du New York Mercantile Exchange, Vincent Viola, a dû dévoiler ses résultats. Et quels résultats ! La société n'a subi qu'un jour de pertes au cours des cinq dernières années.

Le business des algorithmes

Basée à New York, Virtu Financial Inc. s'est lancée aux Etats-Unis en 2008. Depuis, elle a conquis de nombreux pays dans lesquels elle gère obligations d'Etat, échanges de monnaies ou encore contrats à terme. Sur [son site internet](#), l'entreprise revendique trois adresses, outre New York : Austin, au Texas, Dublin, en Irlande, et Singapour.

Le rôle de Virtu : mettre en relation les ordres d'achat et de vente des investisseurs et collecter la

différence entre les deux. Jadis, cette tâche était assurée par des humains.

Mais des entreprises de trading à haute fréquence, armées d'ordinateurs surpuissants et d'algorithmes sophistiqués, sont aujourd'hui celles qui déterminent la plupart des prix des actions et des marchandises échangées à travers le monde. Selon l'[Institut Louis Bachelier](#), 40 à 70% des transactions sont effectuées via le trading à haute fréquence.

Avec 184 millions de dollars de bénéfices nets en 2013, [soit deux fois plus que l'année précédente](#), les affaires sont si bonnes que l'an dernier, les fondateurs et dirigeants de Virtu, Vincent Viola et Douglas Cifu, [ont acheté une franchise professionnelle de hockey américaine](#), les Florida Panthers.

Méfiance face au "trading éclair"

Pourtant, certains redoutent que cette introduction en bourse, qui doit s'accompagner du respect de nouvelles règles, ne mine les résultats de Virtu. *Bloomberg* cite Frank Ingarra, trader en chef à NorthCoast Asset Management LLC : leurs résultats sont si bons "*que l'introduction en bourse peut être bénéfique, mais elle peut aussi leur nuire en ouvrant la porte à plus de régulations et de vigilance*".

Car la méfiance est de mise face aux risques du "*trading éclair*", qui consiste à exécuter de manière automatique des transactions financières à très grande vitesse.

Flash crash et problèmes informatiques

Le "*flash crash*" du 6 mai 2010 a mis en lumière les dérives de trading à haute fréquence, rappelle Marc DeCambre du *Quartz*. Une panne des systèmes d'échange informatisés avait alors fait baisser les cours de bourse américains de 10% en quelques minutes. Le public garde également à l'esprit les bugs qui ont inquiété Facebook lors de son introduction en bourse en 2012.

Le *Wall Street Journal* [estime](#) que l'entrée en bourse pourrait avoir lieu le mois prochain. Mais *Quartz* rappelle que Virtu n'est pas à l'abri d'une catastrophe de dernière minute, comme pour BATS en 2012. Le jour-même de son entrée en bourse, [l'entreprise financière a été contrainte de se retirer](#). Le prix de ses actions avait plongé suite à un bug informatique - un comble pour une entreprise financière qui mise sur les nouvelles technologies.

Des bugs à 440 millions de dollars

Virtu a donc insisté sur sa gestion précautionneuse des risques pour rassurer la SEC, l'autorité américaine des marchés financiers, qui doit valider son entrée en bourse. Elle doit se différencier de groupes comme Knight Capital.

En un jour, le destin de cette entreprise de services financiers a basculé à cause d'un problème de logiciel. Coût du bug : 440 millions de dollars. Au bord de la faillite, Knight Capital avait alors dû fusionner avec Getco. Virtu était justement [l'un des candidats](#) au rachat en 2012.

RÉSULTATS ANNUELS > La banque a procédé à des réévaluations de son capital avant son inspection par les autorités européennes. Elle table sur un retour des bénéfices dès 2014.

latribune.fr

UniCredit: 14 milliards d'euros de perte pour cause de créances douteuses



La première banque italienne, UniCredit, a [annoncé mardi avoir clôturé l'année 2013 sur une perte nette géante de 14 milliards d'euros](#), due pour l'essentiel à des éléments exceptionnels fin 2013 et a dévoilé un nouveau plan stratégique.

Dépréciations d'actifs

Pour le seul 4e trimestre 2013, la perte nette de la banque s'élève à 15 milliards d'euros, souligne la banque qui l'explique par des dépréciations à hauteur de 9,3 milliards et par 7,2 milliards de provisions supplémentaires pour créances douteuses, avant son inspection par les autorités européennes.

L'annonce a surpris les analystes financiers qui prévoyaient pour les dépréciations en moyenne un montant d'environ quatre milliards seulement.

"Je crois que le groupe a tourné la page. Nous aurions pu étaler ces pertes sur plusieurs années, nous avons décidé de les passer en une seule année", a expliqué aux journalistes Federico

Ghizzoni, l'administrateur délégué.

La banque a également prévu 699 millions d'euros en coûts de restructuration. A l'inverse, la réévaluation de la part d'Unicredit dans le capital de la Banque d'Italie lui a apporté un gain comptable de 1,4 milliard d'euros hors taxes, indique-t-elle

6,6 milliards de bénéfice en 2018

Alors que son chiffre d'affaires en 2013 accuse une baisse de 4,1% à 24 milliards d'euros, la banque doit par ailleurs présenter mardi aux investisseurs un plan stratégique à l'horizon 2018. Il repose sur "*des fondamentaux solides, une solide culture du risque et une conjoncture économique en amélioration*", a expliqué l'administrateur délégué Federico Ghizzoni cité dans le communiqué.

La banque déclare ainsi tabler sur un bénéfice net de 2 milliards d'euros en 2014 et de 6,6 milliards en 2018. Elle prévoit aussi d'investir 4,5 milliards pour "*soutenir la croissance de son chiffre d'affaires*" et de réduire ses coûts de 1,3 milliard. Enfin Unicredit prévoit de mettre en bourse sa filiale de banque directe Fineco.

En 2012, le bénéfice net de la banque s'était élevé à 865 millions d'euros.

MONNAIE VIRTUELLE > La plateforme tokyoïte d'échange de Bitcoin bénéficie de la protection du chapitre 15 du code américain. Une démarche qui ne la protège pas contre le recours collectif engagé par un Américain devant le tribunal de l'Illinois.

latribune.fr

Bitcoin : déjà en faillite au Japon, MtGox dépose le bilan aux Etats-Unis



Le Français Mark Karpelès ne finit pas de faire parler de lui. Dix jours après avoir officiellement [déposé le bilan au Japon](#), sa société MtGox s'est placée lundi sous la protection provisoire de la loi des faillites aux Etats-Unis, selon un document de justice.

>> Qui est le "Frenchie" Mark Karpelès, patron de MtGox ?

La société japonaise en difficulté bénéficie désormais de la protection du chapitre 15 prévue par le code américain pour protéger, aux Etats-Unis, les actifs des sociétés étrangères faisant l'objet d'une procédure d'insolvabilité dans leur pays.

Décision de justice le 1er avril

Le tribunal des faillites de Dallas (Texas), qui a accepté cette demande, sera appelé à se prononcer une nouvelle fois sur son cas le 1er avril.

Outre la protection de ses biens, la plateforme d'échange de la monnaie virtuelle demandait "la suspension de certaines actions en cours aux Etats-Unis qui risqueraient de mettre en péril ses efforts de restructuration à l'étranger", a précisé MtGox dans sa demande au tribunal.

Recours collectif contre MtGox aux Etats-Unis

La plateforme tokyoïte, [qui affirme avoir été victime d'une cyberattaque](#) occasionnant la disparition de quelque 850.000 Bitcoin -soit l'équivalent d'un demi milliard de dollars, fait l'objet d'un recours collectif intenté devant le tribunal de l'Illinois le 27 février par un Américain, Gregory Greene. Il s'estime lésé du fait des "actions trompeuses et illégales de MtGox", selon un document judiciaire.

Les modalités de la mise sous protection de la plateforme aux Etats-Unis est "une grande victoire pour les victimes de MtGox", a réagi l'avocat du plaignant.

"Le tribunal texan n'a mis un terme qu'aux actions contre MtGox, mais les poursuites peuvent continuer contre (l'entité américaine) MtGox Inc, (l'hébergeur japonais) Tibanne KK, et la personne de Mark Karpelès."

À travers le monde, 127.000 personnes sont concernées par le vol des bitcoins de la société de stockage MtGox. Certains hackers affirment toutefois que [la plateforme a mis en scène ce vol, et que Mark Karpelès a en réalité toujours accès aux Bitcoin prétendument disparus.](#)

MUNICIPALES 2014: "JOURNAL DE CAMPAGNE" > Gérard Larcher (UMP), sénateur des Yvelines et maire sortant de Rambouillet, livre le cinquième volet de son "journal de campagne" pour la Tribune.

Gérard Larcher

"Le maire et les normes... ou comment briser les élans" (Gérard Larcher)



Comment peut réagir un maire quand une nouvelle exigence réglementaire lui impose de modifier en quelques mois l'ensemble des tracés des terrains de basket de sa commune ? Il n'a pas pu anticiper budgétairement cette nouvelle dépense demandée par une fédération sportive.

Comment comprendre que la réalisation d'une zone d'aménagement concerté dure des semestres alors qu'il est urgent de créer des emplois dans un bassin d'emploi lourdement touché par la crise ? Et pourtant lui, le maire, se bat pour accueillir sur son territoire des entreprises créatrices d'emplois.

Comment réagit un maire d'une commune rurale à la lecture du décret relatif à la qualité nutritionnelle des repas servis dans le cadre de la restauration scolaire précisant la composition des repas, la fréquence de service des plats en fonction de leur teneur en lipides, en glucides simples totaux, en vitamines, en fibres, en calcium et en fer, ainsi que les tailles des portions d'aliments selon l'âge des convives ?! Des normes de « tous poils »...

On en recenserait 400.000

Mais est-on au bout du décompte ?

Contraignantes, longues, coûteuses, certaines sont nécessaires, quelques-unes absurdes. Dans une République centralisée, attachée à l'égalité et qui a inscrit le principe de précaution dans une charte adossée à sa Constitution, il existe toujours une bonne raison de légiférer ou de réglementer : pour apporter la sécurité maximale à nos concitoyens, pour s'assurer de l'égalité de traitement ou de l'absence de discrimination sur l'ensemble du territoire, pour mieux apprendre et favoriser la réussite scolaire de tous les enfants, pour protéger l'environnement...

Alors, on produit de la norme « au mètre » malgré les engagements successifs de tous les gouvernements.

La France est placée à la 130ème place sur 148 au classement de la complexité administrative par le World Economic Forum

Voilà donc la conséquence chiffrée de cette surabondance. Par ricochet, les investissements directs étrangers diminuent, les investisseurs se détournant de notre pays pour éviter d'être pris dans « un étai » entre normes et fiscalité débordante.

Peut-être plus fondamentalement, la société française dans son ensemble décroche petit à petit, se recroqueville sur elle-même, plus préoccupée de se protéger que d'agir. Une société qui raisonne ainsi est inexorablement vouée au déclin, et cette perspective n'est pas celle que je souhaite pour mon pays.

Le Président de la République en a peut-être pris conscience lorsqu'il a rendu visite à nos compatriotes qui investissent et développent des entreprises dans la Silicon Valley... plutôt qu'en France !

A quand donc le choc de simplification ?

Le constat n'est pas nouveau. Mes collègues sénateurs Claude Belot et Eric Doligé avaient formulé plusieurs propositions de réforme en 2011, dont certaines sont en cours d'examen au Parlement. Le gouvernement a depuis commandé un nouveau rapport à Alain Lambert, président du conseil général de l'Orne, et Jean-Claude Boulard, maire du Mans, lesquels ont également formulé de nombreuses propositions visant à alléger les normes.

Et le Président de la République a promis un « choc de simplification », le gouvernement mettant en place un « Comité interministériel pour la modernisation de l'action publique ». Pourtant chaque semaine, nous continuons à voter ou à produire des normes supplémentaires.

En attendant, ce sont les élus locaux qui eux sont « sous le choc » : « sous le choc » de ne pouvoir

mener à bien des projets structurants pour leur commune ou leur communauté en raison de l'application tatillonne de telle ou telle règle, « sous le choc » de voir une commune de 500 habitants traitée de la même manière qu'une ville de 100.000 habitants ; les petites collectivités ou intercommunalités n'ont ni les moyens humains ni les moyens financiers de mettre en œuvre certaines règles alors que parallèlement les services de l'Etat se désengagent du terrain concret.

Dans son roman « L'Art français de la guerre » (Prix Goncourt 2011), Alexis Jenni observe que « *Le génie français construit ses lois comme il construit ses villes: les avenues du code Napoléon en constituent le centre, admirable, et autour s'étendent des bâtisses au hasard, mal faites et provisoires, reliées d'un labyrinthe de ronds-points et de contre-sens inextricables. On improvise. On suit plus le rapport de forces que la règle, le désordre croît par accumulation des cas particuliers. On garde tout ; car ce serait provocant que d'appliquer, et perdre la face que de retirer. Alors on garde.* »

Aujourd'hui, il n'est plus temps de « garder », il est temps d'alléger l'édifice afin de retrouver le souffle dont notre pays a tant besoin pour se sortir du déclin. Une des grandes voiles de la France pour avancer demain sur l'océan de la mondialisation, ce sont ses communes. C'est aussi l'enjeu du 23 mars !

MUNICIPALES 2014 > A Marseille le suspense est total. Les résultats des derniers sondages font ressortir un FN ultime "arbitre" des élections.

latribune.fr

Municipale à Marseille : suspense et rebondissements



Présenté comme décisif pour décider du vainqueur, le 3ème secteur de Marseille, est bien parti pour basculer à gauche. L'écart au second tour devrait être faible entre Marie-Arlette Carlotti et son rival. Dans notre sondage il n'est que de 2 points avec un rapport de 44% à la socialiste contre 42% à l'UMP (et 14% au FN). Mais cela suffirait à faire basculer ce secteur à gauche.

Les listes UMP-UDI atteindraient 45% au second tour tandis que celles du PS et de ses alliés ne franchiraient pas la barre des 40% (39%) ; le FN, en atteignant un score de 16%, ferait sensiblement moins bien qu'il y a quelques mois pâtissant probablement d'un effet « vote utile » à droite. Mais la porosité des électors FN-UMP est si forte que la situation peut encore évoluer d'ici dix jours.

Deux scénarii seront possibles :

- comme en 1983, la gauche peut très bien gagner Marseille, malgré un mauvais score global sur la ville et un net retard sur l'UMP ;
- en théorie, avec de tels résultats, la droite peut aussi conserver Marseille. Pour cela il lui faudrait obligatoirement compenser la perte du troisième secteur par le gain d'au moins un secteur actuellement acquis à la gauche.

Quoi qu'il en soit, la gauche réalisera à Marseille un score historiquement faible en ne réunissant

que quatre électeurs sur dix, alors qu'ils étaient presque un sur deux à voter en 2008. Le FN réalisera, lui, un score exceptionnel pour des municipales à Marseille, doublant ou presque celui qu'il y avait réalisé il y a six ans.

C'est pourquoi le Front national sera le faiseur de roi à Marseille. Que son score baisse de 1 point ou 2 par rapport à notre sondage et Gaudin sera réélu ... qu'il remonte d'1 point ou 2 et il offrira la ville à Menucci.

MUNICIPALES 2014 > Initiative atypique. Le député-maire de Cannes, qui ne se représente pas au scrutin municipal prochain, a présenté le bilan financier de ses deux mandats. En présentant un chiffre d'affaires consolidé de 597 millions d'euros.

Laurence Bottero, à Nice

Municipales: A Cannes, Bernard Brochand présente ses finances avant de partir



Est-ce le chef d'entreprise ou l'homme politique qui est à l'origine de cette initiative peu coutumière ? Avant de rendre les clés, le député-maire UMP de Cannes Bernard Brochand revient sur la gestion de la ville qu'il dirige depuis 2001 et qu'il laisse, selon ses dires, avec un chiffre d'affaires 2012 de 360 millions d'euros auquel s'ajoutent les recettes externes (DSP, Sem, EPCI... hors contributions de la Ville) de 287 millions d'euros soit un total consolidé de 597 millions d'euros

"Nous avons essayé de mettre en place des méthodes qui se rapprochent davantage de la société privée que de la collectivité", résume l'ancien publicitaire, président, au moment de son basculement dans la vie politique, de DDB International, alors première agence de publicité au monde avec 16.000 collaborateurs.

Il associe à cette entreprise Max Artuso, son adjoint aux finances et Alain Jouanjus, son directeur général des services. Et l'ancien président du PSG de raconter comment à son arrivée, il n'a pas hésité à mouiller le maillot, pour aller "*vendre des chambres d'hôtel en Arabie Saoudite, car après le 11 septembre, j'étais à la tête d'une entreprise qui n'avait plus de clients*", sous-entendant la

frilosité des Américains à voyager et traverser l'Atlantique.

Leçon de méthodes

"Nous nous sommes fixés des objectifs doubles : investir dans ce qui ne l'avait pas été et remplacer de la mauvaise dette par de la bonne. Nous avons notamment trouvé un endettement lié à des contentieux pour un montant de 220 M d'euros".

L'adjoint en charge des Finances, Max Artuso, dévoile une logique non pas pensée "budgétairement mais sur la durée du mandat", appuyée par la caution d'une agence de notation. C'est à la surveillance de Standard's & Poors que la ville la plus glamour de France pour les Anglo-saxons se livre chaque année depuis 2002 : en août dernier, l'une des big three lui attribuait la note AA (qui serait la note la plus élevée pour une collectivité) pour la 3e année consécutive.

South Beach Miami

"Nous avons parié sur l'attractivité de la Ville", explique Bernard Brochand. "Sans cela, les entreprises ne viennent pas s'installer. Les salons BtoB génèrent 830 M d'euros de recettes indirectes. On dénombre 93 marques de luxe dont une réalise à elle seule 35 M d'euros de chiffre d'affaires localement", comptabilise le maire qui raccroche les gants.

Côté urbanisme, c'est Ocean Drive, lance Bernard Brochand, en référence à la célèbre avenue située à South Beach au sud de Miami aux hôtels style art déco.

"Nous avons décidé de faire de Cannes une ville-jardin. À partir du moment où vous détenez une stratégie urbaine, elle guide toutes vos priorités".

Pas de matraquage fiscal

Bernard Brochand rappelle que "depuis 13 ans, nous n'avons procédé à aucune augmentation des taux d'imposition : taxe d'habitation, taxe foncière bâti, non-bâti ou contribution foncière des entreprises", assure l'édile.

À cet égard, il ne cesse de répéter - sa ville est très souvent exposée médiatiquement pour son endettement "record" - que le calcul de la dette par habitant doit prendre en compte la population en résidence secondaire, comme l'a indiqué la Cour des Comptes, et ainsi, que cette dette se situe donc à 2.010 euros/habitant, bien en-dessous de la moyenne nationale de 2.377 euros/habitant. Il ajoute que l'autofinancement, avec 260 millions d'euros de recettes et moins de 230 millions d'euros de dépenses, est important. Il rappelle que 656 millions ont été investis entre 2001 et 2013 dans la voirie, les écoles, les crèches, le Palais des Festivals, les ports communaux... , que 2

milliard d'euros d'investissements (public et privé) ont été dédiés au nouvel hôpital, à la gare SNCF, au Majestic et aux logements sociaux...

La loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) votée en 2000 oblige les communes de plus de 3.500 habitants à avoir un taux de logements sociaux d'au moins 20 % sur leur territoire. Une nouvelle version de la loi portée par la ministre du Logement Cécile Duflot a été adoptée en décembre 2012 et prévoit un relèvement de 20 à 25 % du nombre de logements sociaux, applicable depuis le 1er janvier 2014.

Cannes affiche un taux de 16,5 %. Certes, la ville est l'une des meilleures élèves du département (devant Nice, Antibes, Grasse...) mais est à la traîne par rapport à des villes comme Marseille, Aix-en-Provence, Aubagne, Orange, Cavaillon, qui sont au-delà ou proche des 20 % (comme Marseille).

Désendettement

Le désendettement se poursuit, rappelle Marx Artuso : la dette à 250 millions d'euros "ne représente que 6,8 ans d'épargne brute", ajoutant qu'aucun emprunt n'est toxique. Un bilan que Philippe Tabarot, l'autre candidat de la droite, qui affrontera David Lisnard (l'actuel premier adjoint) aux municipales, s'est empressé de critiquer dénonçant une dette "qui explose", mais sans plus argumenter.

MUNICIPALES 2014 > Le maire de Fréjus et candidat sans étiquette aux élections municipales de 2014, Elie Brun, a été condamné jeudi 30 janvier par le tribunal correctionnel de Draguignan à 5 ans d'inéligibilité et à 20 000 euros d'amende pour prise illégale d'intérêts dans une affaire de concession de plage privée. Elie Brun fait appel et brigue un 4e mandat.

latribune.fr

Condamné, Elie Brun maintient sa candidature à la mairie de Fréjus... et en paye le prix



"J'ai pris acte de la décision prise ce jeudi par le tribunal correctionnel de Draguignan. Les sanctions pénales ne deviennent définitives qu'après épuisement des voies de recours. J'ai ma conscience pour moi, je confirme donc bien évidemment, que j'ai demandé à mon avocat d'interjeter appel de ce jugement", a commenté Elie Brun par simple communiqué, en réaction à cette condamnation.

Son avocat Me Jean-Claude Guidicelli a indiqué que son client allait faire appel. À 65 ans, le maire de Fréjus compte bien décrocher son 4e mandat. Élie Brun avait été placé en garde à vue en mars 2013 dans le cadre d'une enquête portant sur les conditions d'attribution, fin novembre 2010 et à l'été 2011, de la plage de l'Alba à Sébastien Scaglia, ex-mari de l'épouse du maire, Annabelle Pieri. L'élu ne faisait pas partie de la commission d'attribution des lots de plage, mais avait siégé lors du conseil municipal entérinant la décision. Sébastien Scaglia et Annabelle Pieri ont été condamnés pour recel de prise illégale d'intérêts, respectivement à 7.500 et 10.000 euros d'amendes.

"Cette condamnation en première instance valide le diagnostic que je porte depuis longtemps sur la direction des affaires publiques par les sortants", réagit sur son site de campagne la candidate socialiste Elsa di Méo, qui rassemble la gauche sur Fréjus.

Elle espère notamment tirer partie de la droite divisée, qui voit le maire divers-droite sortant opposé à trois candidats issus de ses rangs : son ancien adjoint au tourisme, Philippe Mougin, qui lui a ravi l'étiquette UMP, son ancien directeur de cabinet, Philippe Michel (divers-droite), qui l'a accompagné de 1998 à 2007 ainsi que la candidate UDI Sophie Parent, conseillère municipale au sein de la majorité depuis 2008.

Le candidat frontiste David Rachline, éliminé de peu aux cantonales de 2011 avec 47,93% des voix au deuxième tour face à Elie Brun, profite de cette condamnation pour rappeler que sa candidature incarne le "renouveau municipal [...] pour sortir du système UPMS". La partie s'annonce décidément bien rude pour celui qui avait été réélu dès le premier tour avec 62,7 % des voix aux municipales de 2008.

Des sondages qui donnent le FN grand gagnant du premier tour

A quinze jours du scrutin, un sondage Opinion Way pour Var-matin place le candidat du FN David Rachline largement devant au 1er tour et possible vainqueur au second. Le maire de Fréjus Elie Brun voit l'hôtel de ville s'éloigner.

Cette enquête confirme la percée de David Rachline, déjà suggérée par un sondage Ifop en février dernier. La tête de liste frontiste est créditée de 33% au premier tour, laissant à plus de dix points la candidate de gauche Elsa Di Méo (23%), pourtant en progression. Philippe Mougin, investi par l'UMP, arriverait en troisième position (20%). Elie Brun, dont la popularité n'a cessé depuis juin de se dégrader, ferme ce carré (17%).

MUNICIPALES 2014 > Un an après sa création, le think tank toulousain a présenté à la presse les fruits d'une année de réflexion entre citoyens. La trentaine de membres de la Compagnie s'est focalisée sur deux axes : l'attractivité de la métropole et le partage de l'espace public. A 15 jours des municipales, ils n'ont qu'un souhait : faire avancer le fond du débat politique.

Adrien Serrière

Municipales à Toulouse : les 9 propositions du think tank "La Compagnie Riquet" pour la métropole



La Compagnie Riquet n'est plus en rodage. Ses membres aux profils variés (chefs d'entreprises, artisans, cadres, artistes, entre autres) se sont "frottés les uns aux autres" pour finalement se mettre d'accord sur une série de propositions pour la métropole.

La première est de créer un baromètre des opinions des Toulousains. L'objectif est d'analyser dans le temps les tendances de l'opinion publique. " *On veut donner de la matière première objective commune aux politiques*" explique Joël Echevarria, co-fondateur et par ailleurs directeur des opérations de la Toulouse School of Economics. Lui-même se dit lassé des programmes basés sur les "ressentis" ou les "on m'a dit que".

Dans la même veine, le "laboratoire d'idées" propose la création d'un "réseau d'observateurs des meilleures pratiques à l'étranger". Concrètement, il s'agit de faire appel aux étudiants des écoles toulousaines en séjour dans les grandes villes internationales. Lesquels devront rédiger un rapport sur ce qui a "étonné leur œil neuf" en matière de politique, transports, aménagements, etc.

La gestion de l'espace public au cœur du débat

La Compagnie Riquet juge nécessaire de repenser l'aménagement des zones urbaines, en y instaurant une mixité des types d'activités. Proposition d'une règle simple : dans chaque zone, mêler l'habitat, les activités tertiaires professionnelles, la culture et l'enseignement. En d'autres termes: *"transformer l'espace public en espace commun partagé"*.

Toujours selon l'idée de mixité, le cercle de réflexion prône l'intégration d'entreprises dans les campus universitaires. Un rapprochement entre entrepreneurs et étudiants provoquerait ainsi une "émergence d'idées".

Parmi les autres idées, il est question de *"centralisation et d'unification du pilotage des opérations urbaines"* ou encore de création d'outils pour mieux gérer les espaces publics et le temps perdu dans les transports. Par exemple, une application permettant de "mieux combiner les modes de transport".

Du très concret à l'utopique, mais toujours assumé

Si certaines propositions semblent applicables et demandent peu de moyens d'autres relèvent plus de l'utopie. *"Mais nous l'assumons"* assure M. Echevarria. Enfin, certaines nécessitent une importante mise en œuvre de moyens. Notamment la proposition de mettre en place un d'un *"forum de l'innovation urbaine"*. Celui-ci rassemblerait chercheurs, urbanistes, usagers et élus. Avec pour ambition de donner à Toulouse une vitrine de "laboratoire d'usages urbains".

Pour peser dans les municipales, la Compagnie Riquet a choisi d'organiser 3 débats successifs sur les thèmes de ses réflexions. Le premier a eu lieu ce matin et traitait des transports. Le prochain, sur l'aménagement, est prévu le 14 mars tandis que le dernier abordera le développement économique, le 17 mars. Des candidats aux municipales de couleurs politiques différentes et issus de plusieurs communes de la métropole sont invités à débattre. Ce sera là l'occasion pour la compagnie de soumettre ses propositions "tout en restant ouverts au dialogue" souligne Joël Echevarria.

MUNICIPALES 2014 > Le récent sondage qui le donne à 2 % d'intentions de vote au premier tour, Jean-Pierre Placade n'en a que faire. "Le seul vrai sondage, c'est celui des urnes", assure le candidat aux élections municipales toulousaines, qui a dévoilé le 6 mars son programme.

Alexandre Léoty, à Toulouse - ObjectifNews

Municipales à Toulouse : Jean-Pierre Placade présente son programme et assure n'avoir "rien à perdre"



C'est à une présentation officielle de son programme que Jean-Pierre Placade a convié la presse. Un document synthétique de huit pages dont le candidat sans étiquette à la mairie de Toulouse est très fier.

"Au total, deux cent personnes ont travaillé dessus, assure-t-il. Des experts de chacun des sujets traités."

Le sénateur (Rassemblement démocratique et social européen), qui se présente à la tête d'une liste plurielle mais rappelle son positionnement historique "à gauche", entend mettre l'accent sur deux grandes ambitions pour la Ville rose.

"D'une part, nous souhaitons qu'elle rayonne davantage au niveau international, et d'autre part, nous voulons développer une démocratie de proximité vivante", annonce-t-il.

5.000 emplois créés avec le "véhicule automatisé aérien" ?

Pour booster l'image internationale de Toulouse, le candidat mise notamment sur l'une de ses propositions phares, qui a déjà fait couler beaucoup d'encre : le "véhicule automatisé aérien", qu'il souhaite déployer à Toulouse et pour lequel il nourrit de grandes ambitions industrielles.

"Nous pourrions être les premiers à le construire, assure-t-il. Cela pourrait générer entre 4.000 et 5.000 emplois à Toulouse. Et c'est réalisable. Nous en avons le savoir-faire. Je veux dire au monde entier : "ici, nous savons faire ça".

" La question des transports en commun reste d'ailleurs l'un des points centraux du programme de l'ancien président de Tisséo, qui affirme pouvoir financer la création d'une troisième ligne de métro à Toulouse "sans augmenter la pression fiscale".

Sa solution ?

"Si toutes les collectivités locales prenaient en charge directement leurs politiques sociales et si nous empruntons sur cinquante ans au lieu de vingt, alors nous pourrions financer cette troisième ligne."

Soucieux que les citoyens ne prennent leur véhicule personnel "qu'en cas d'absolue nécessité", le candidat prévoit d'ailleurs, s'il est élu, de "réaliser un audit auprès du personnel municipal afin de vérifier que tout le monde a besoin de venir travailler tous les jours à la mairie".

Et d'ajouter : "Il faut mettre en place une stratégie : quand on peut travailler de chez soi, qu'on le fasse."

Dynamique culturelle

Jean-Pierre Placade entend également faire briller Toulouse sur le plan culturel. S'il n'envisage pas de créer un grand événement qui permettrait d'identifier la ville à l'échelle internationale - "une telle chose ne se décrète pas, mais doit venir des acteurs culturels eux-mêmes", assure-t-il -, le candidat souhaite développer "une véritable dynamique". Ses projets : créer une résidence d'artistes, l'"Ostal Gardel", qui permettrait d'accueillir des artistes du monde entier, transformer le Conservatoire de Toulouse en "grande école internationale", mettre en réseau les écoles de théâtre du territoire et créer "un grand centre de congrès de 5.000 places".

Repenser les quartiers villageois

Le deuxième grand axe du programme de la liste de Jean-Pierre Placade concerne "la démocratie de proximité".

"Nous souhaitons réaffirmer l'existence de quartiers villageois, explique le candidat. Pour cela, nous voulons que les mairies annexes fonctionnent différemment, avec un élu présent en permanence et qui aura à sa disposition une équipe de policiers municipaux et d'ouvriers d'entretien de la voie publique."

Un concept proche de celui des maires d'arrondissements ? " *C'est l'idée*", confirme Jean-Pierre Placade.

" *Il faut que les citoyens puissent toucher leurs élus*", estime le candidat, qui décline les grandes propositions sociales de son programme : multiplication du nombre de places en crèche, développement des lieux d'activités pour les seniors et réflexion sur la prise en charge des soins médicaux des retraités les plus modestes.

Sécurité : tolérance zéro

Sur le volet de la sécurité, Jean-Pierre Placade s'annonce intraitable.

"Je pense que la ville doit être sûre et sereine, ce qu'elle n'est pas aujourd'hui. Je suis pour la tolérance zéro. Je veux que la République soit présente partout. Je veux que l'on puisse marcher librement, tranquillement, dans cette ville. La sécurité est la première des libertés."

Le candidat, qui souhaite doubler le nombre de policiers municipaux et les armer la nuit, l'affirme :

"Il faut que les voyous sachent qu'ils ne sont pas les bienvenus dans cette ville."

"Le seul vrai sondage, c'est celui des urnes"

Interrogé sur le récent sondage réalisé par Ipsos pour France 3 Midi-Pyrénées, France Bleu Toulouse et La Dépêche du Midi et publié le 25 février dernier, qui le donne à 2% d'intentions de vote au premier tour, Jean-Pierre Placade se dit confiant.

"Si j'avais cru aux sondages, je ne serais plus sénateur depuis longtemps, sourit-il. Ce que disent ces sondages n'a strictement rien à voir avec ce que j'entends tous les jours dans la rue. Le seul vrai sondage, c'est celui des urnes."

Le candidat, qui estime que "l'UMP et le PS donnent aujourd'hui un spectacle pas possible", assure s'être lancé dans une bataille politique avec un grand "P".

Et d'ajouter : "Nous ne sommes pas à la recherche de titres. Nous n'avons rien à perdre."

MÉTÉOROLOGIE > L'établissement public vient de dévoiler ses deux nouveaux supercalculateurs, installés à Montaudran et au Météopole, à Toulouse. Ce deux ordinateurs, qui ont coûté 35 M€, ces vont permettre de multiplier la puissance de calcul par 12.

Paul Périé, à Toulouse, Objectif News

Météo France se dote de deux supercalculateurs pour affiner ses prévisions



Ils sont opérationnels depuis le 14 janvier et les premières évolutions en matière de prévisions météorologiques sont prévues pour début 2015. Conçus par la société française Bull, les deux supercalculateurs de Météo France à Toulouse vont en effet permettre à l'opérateur de proposer d'ici quelques mois des prévisions beaucoup plus précises. Les calculs seront plus fins et « *les fortes précipitations, les tempêtes, les températures au niveau du sol et la couverture nuageuse* » seront déterminées avec une meilleure qualité. La résolution est aujourd'hui de 2,5 km en France et elle devrait passer à 1,7 km.

Evolution du climat

C'est le résultat d'un processus entamé depuis mai 2013 qui a représenté un investissement de 35 M€ pour Météo France. Dotés de près de 4.000 processeurs répartis dans 25 armoires de calcul qui ressemblent à des œuvres abstraites, ces supercalculateurs ne servent pas uniquement aux prévisions, qui requièrent 70 % des capacités des ordinateurs. Les 30 % restants permettront également aux chercheurs de Météo France, du Cerfacs et de Mercator Océan notamment, de travailler sur l'évolution du climat.

Chaleur récupérée

Ces immenses boîtes noires sont également « vertes ». Avec un système de refroidissement innovant, « *la consommation du nouveau système de calcul est inférieure à celle de son prédécesseur* », indique Météo France et la chaleur récupérée par le système mis en place à Montaudran sera recyclée dans une chaufferie qui alimentera le quartier.

OPINIONS > La Tribune publie chaque jour des extraits issus de l'émission "28 minutes", diffusée sur Arte. Aujourd'hui, trois ans après Fukushima, peut-on se passer du nucléaire ?

28 minutes / Arte

Trois ans après Fukushima, peut-on se passer du nucléaire ?



15 884 morts et 2 636 disparus. C'était il y a trois ans, la catastrophe de Fukushima. Ce tragique bilan n'a pourtant pas poussé le nucléaire dans la tombe. Bien au contraire, 25 ans après Tchernobyl, cette source d'énergie tant controversée semble connaître un regain de forme.

Alors que des milliers de militants anti-nucléaires prônaient, hier, à Fessenheim, la « fermeture immédiate » de la fameuse centrale, la France s'affiche aujourd'hui comme le leader de la planète en la matière avec 75% de son électricité produite grâce à l'atome. Qu'en est-il du reste de l'Europe ? D'autres alternatives envisageables ?

MISE AU POINT

Par Sandrine Lecalvez

RETROVISEUR

Par Marc-Antoine Deporet

Les débuts du nucléaire civil français en 1946

Alors que le monde entier est lancé dans la bataille pour la suprématie nucléaire, la France lance son propre programme civil. Retour sur un long chemin qui a conduit le pays au rang de leader mondial dans ce domaine.

VU D'AILLEURS

Par Juan Gomez

Fukushima : des SDF décontaminent le site

Il y a des anniversaires que l'on souhaiterait ne jamais fêter. Fukushima : déjà trois ans. La plus grave catastrophe nucléaire depuis Tchernobyl. Aujourd'hui, ce sont des SDF qui grattent la terre pour décontaminer la zone. Ces sans-abris risquent leur vie, pour moins de 40 euros par jour. Et derrière ce phénomène se cache la mafia japonaise : les Yakusas.

FACE A FACE

Pour débattre sur le nucléaire, Jean de Kervasdoué et Sophia Majnoni.

>>> [Suivez 28 minutes sur le site de l'émission](#),
sur [Twitter @28minutes](#) et sur [Facebook](#)

>>> **FOCUS** Pour en savoir plus sur la catastrophe de Fukushima

FUKUSHIMA, CHRONIQUE D'UN DÉSASTRE

S'appuyant sur des simulations scientifiques et sur les témoignages d'ingénieurs présents dans la salle de contrôle au moment du drame, ce documentaire retrace l'enchaînement des événements qui ont mené à l'explosion du réacteur de la centrale atomique de Fukushima le 11 mars 2011.

En retraçant chronologiquement chacun des événements qui a conduit au désastre - le tremblement de terre, puis, une heure après, le tsunami qui entraîne une première panne de courant, puis la deuxième panne qui paralyse le système de refroidissement du réacteur, causant la fonte de celui-ci et l'explosion d'hydrogène -, le film soulève d'importantes questions techniques.

Comment et pourquoi, après le tsunami, une panne complète de courant a-t-elle pu se produire au sein d'un des réacteurs de Fukushima ? Dans quelle mesure les travailleurs de la centrale ont-ils été informés des dommages causés aux installations ? Étaient-ils préparés à faire face à une telle situation ? La décision des responsables de la centrale de lâcher de la vapeur radioactive dans l'atmosphère était-elle inéluctable ?

La vulnérabilité des réacteurs

Pour répondre à ces questions, la chaîne NHK a recueilli les témoignages des ingénieurs de la centrale qui étaient présents dans la salle de contrôle au moment de l'accident. Grâce à ces interviews et à des scènes reconstituées, le documentaire révèle un système de sécurité défaillant, le manque de préparation des équipes et, surtout, la vulnérabilité des réacteurs nucléaires.

[>>> \(Re\)Voir le reportage](#)

LE MONDE APRÈS FUKUSHIMA

Dans la région de Fukushima, deux ans après le drame, la vie des habitants continue, entre résistance et désespoir, et en intégrant au quotidien la pollution radioactive. Au-delà du séisme et du tsunami, la catastrophe nucléaire a révélé les lézardes d'un système et sa criminelle arrogance.

Un dosimètre dérisoire aux carrefours ou accroché au cou des enfants, les renvoie sans cesse au monstre invisible et aux particules tueuses qu'ils tentent de circonscrire en disposant des bouteilles d'eau aux fenêtres. Dans la région de Fukushima, la vie ou du moins "l'existence" des habitants continue, en intégrant au quotidien la pollution radioactive. Au-delà du séisme et du tsunami, la catastrophe nucléaire a révélé les lézardes d'un système et sa criminelle arrogance. Et tous se souviennent avec effroi de la série d'erreurs et d'atermoiements qui a scellé leur destin, les politiques préférant "minimiser la situation au lieu de réduire les risques".

Bouleversante impuissance

Des familles d'agriculteurs ou de pêcheurs au regard toujours empreint de gravité, s'efforcent désespérément de protéger leurs enfants et poursuivent malgré tout leur activité, encadrée par des outils de contrôle. Attachés à leur terre, ils disent leur haine du nucléaire, cette hydre produite par l'homme, que la propagande leur a vendu comme un fleuron de la sécurité industrielle. Une mise en abyme du monde futur, à travers des témoignages bouleversants de vies fracassées, comme celui de cette mère qui a demandé à ses filles de ne pas avoir d'enfants puisque les victimes sont encore à naître...

[>>> \(Re\)Voir le reportage](#)